

Fernando de la Rúa dirigera une Argentine endettée et en proie à la récession

La victoire à l'élection présidentielle du candidat de l'Alliance met fin à dix ans de péronisme

Avec près de 50 % des suffrages exprimés, Fernando de la Rúa a été élu président de la République argentine, dimanche 24 octobre. Candi-

dat de l'Alliance, réunissant les radicaux et le centre gauche, il succède au péroniste Carlos Menem, qui laisse derrière lui une économie af-

faiblie par la récession et un important déficit commercial. Les péronistes ont évité la déroute en conservant le gouvernement de Buenos Aires

BUENOS AIRES

de notre correspondante
« L'Alliance n'aura pas de lune de miel. » Cette récente déclaration de Rodolfo Terragno, un responsable radical dont le nom est évoqué pour occuper le poste de chef du gouvernement de Fernando de la Rúa, élu président de l'Argentine dimanche 24 octobre, illustre les nombreux défis qui attendent la coalition désormais au pouvoir.

Malgré les acquis de l'administration Menem, et notamment la stabilité économique, le prochain gouvernement affrontera une situation jugée préoccupante par les investisseurs étrangers. Près de quatre millions d'Argentins sont au chômage. Treize millions de personnes, sur 36 millions d'habitants, vivent dans la pauvreté, selon les chiffres de l'Eglise catholique. En dépit des privatisations, la dette extérieure est passée en dix ans de 86 à plus de 140 milliards de dollars. La convertibilité, qui assure la parité entre le peso et le dollar, masque une surévaluation de la monnaie nationale par rapport à la devise nord-améri-



caïne. La balance commerciale est largement déficitaire et la production industrielle a reculé ces deux derniers trimestres. Sans remettre en question le modèle libéral, l'Alliance s'est engagée à adopter des

mesures en faveur des salariés, mais aussi des secteurs de l'éducation et de la santé, fortement détériorés.

Pour gouverner, l'Alliance devra affronter une opposition forte. Le Parti justicialiste, fondé par Juan Peron, reste la principale formation politique du pays. Si les péronistes n'ont plus la majorité absolue à la Chambre des députés, ils garderont le contrôle du Sénat jusqu'en 2001. La majorité des vingt-quatre provinces ont élu des gouverneurs justicialistes. C'est le cas dans la province de Buenos Aires, qui regroupe près de 40 % de la population. Carlos Ruckauf, le vice-président de Carlos Menem, en est devenu le gouverneur dimanche. Pendant la campagne électorale, les injures lancées par M. Ruckauf contre M^{me} Meijide, sa rivale de l'Alliance, qu'il a traitée

« d'anti-chrétienne, avorteuse et athée », ont réveillé les vieux démons de la violence politique en Argentine. Le futur gouvernement devra également s'accommoder d'une Cour suprême où la majorité des juges se sont toujours montrés dévoués à M. Menem.

DEUX POIDS LOURDS

Créée pour les législatives de 1997, où elle avait remporté un remarquable succès, l'Alliance devra en outre préserver son unité. Le vice-président élu, Carlos « Chacho » Alvarez (quarante-neuf ans), chef du Front pour un pays solidaire (Frepaso), est un péroniste dissident, qui, en désaccord avec la politique du président Menem, abandonna le parti officiel en 1990. M. Alvarez est considéré comme le garant de l'unité de l'Alliance, ce qui lui a permis au Frepaso d'arriver au pouvoir avec les radicaux en surmontant les divergences idéologiques qui ont souvent fait craindre une rupture au sein de la coalition.

« La victoire de l'Alliance représente un défi mais aussi une grande opportunité pour la démocratie argentine, avec l'apprentissage d'une cohabitation entre un président radical et un Parlement dominé par l'opposition péroniste », souligne le politologue Rosendo Fraga. « Cette élection met aussi fin à la culture populaire du caudillo », ajoute M. Fraga, qui estime toutefois que la scène politique continuera d'être dominée par deux poids lourds : Carlos Menem, qui restera à la tête du mouvement péroniste jusqu'en 2003, et l'ancien président Raul Alfonsín, qui reprendra, à partir de décembre, la présidence du Parti radical.

Christine Legrand

Les péronistes perdent aussi les législatives

C'est avec plus de dix points d'avance sur son rival péroniste que Fernando de la Rúa a été élu président. Lundi matin 25 octobre, les chiffres communiqués par la commission électorale, portant sur plus des trois quarts des suffrages, donnaient 48,5 % des voix à M. de la Rúa contre 37,95 % à Eduardo Duhalde, le gouverneur sortant de la province de Buenos Aires, présenté par le Parti justicialiste du président Menem. L'ancien ministre de l'économie de M. Menem, Domingo Cavallo, a obtenu 10,2 % des suffrages. L'Alliance de M. de la Rúa a également remporté un net succès aux élections législatives. Selon des chiffres provisoires, elle détient une majorité relative à la Chambre des députés, passant devant les justicialistes. La défaite de ces derniers est tempérée par leur succès dans la province de Buenos Aires, où Carlos Ruckauf, le vice-président sortant, a battu la candidate de l'Alliance, Graciela Fernandez Meijide.

L'exact contraire de Carlos Menem

BUENOS AIRES

de notre correspondante
Concert de klaxons, pluie de confettis et nombreuses pancartes - « Chau Menem » (« Au revoir Menem », le président péroniste sortant) ou « Vive de la Rúa, président de l'an 2000 » - : une grande fête, dans le centre de Buenos

PORTRAIT

Fernando de la Rúa a assez d'humour, malgré son allure austère, pour se vanter d'être ennuyeux

Aires, a salué, dimanche 24 octobre, la victoire écrasante de Fernando de la Rúa, qui sera à partir du 10 décembre le nouveau président de l'Argentine, pour un mandat de quatre ans. Contrastant avec ce climat d'euphorie, M. de la Rúa a esquissé timidement quelques sourires et promis de « construire une Argentine meilleure ». « Nous allons en finir avec la fête de quelques-uns, nous allons en finir avec toute forme de corruption et d'impunité, nous allons ef-

fectuer un changement moral pour mettre fin à l'exclusion sociale », a affirmé cet avocat de soixante-deux ans, originaire de Cordoba (à 900 km de Buenos Aires).

L'allure austère du président élu contraste avec l'exubérance de M. Menem. Elle a été son principal atout aux yeux d'électeurs ébranlés par la récession, mais aussi lassés par un style de gouvernement jugé frivole et corrompu. La seule fantaisie vestimentaire de M. de la Rúa, dont les passe-temps favoris sont « les plantes, les oiseaux et la lecture », a été, pendant la campagne électorale, un blouson en daim élimé, qui est aussi son porte-bonheur depuis de longues années. En dépit de son aspect taciturne, M. de la Rúa a prouvé son humour avec un spot télévisé dans lequel il se vantait d'être « aburrado » (ennuyeux) comparé à M. Menem. Ce fut un succès médiatique qui fit immédiatement grimper sa cote de popularité.

LA SUCETTE, SURNOM ET EMBLÈME

Appartenant au plus vieux parti politique du pays, l'Union civique radicale (UCR), Fernando de la Rúa va de succès en succès depuis plus d'un quart de siècle. Maire de Buenos Aires de-

puis 1996, il a gagné largement, en novembre 1998, les primaires au sein de l'Alliance contre Graciela Fernandez Meijide, présentée par l'autre composante de la coalition, le Frepaso. En 1973, M. de la Rúa avait réussi à être élu sénateur de la capitale au plus fort de l'hégémonie péroniste. A l'époque, son allure juvénile lui avait valu d'être baptisé « chupete » (sucette), un surnom qu'il conserve à Buenos Aires et qui est devenu l'emblème de ses partisans.

Troisième président élu depuis le retour de la démocratie en 1983, M. de la Rúa a réussi à exorciser le fantôme de Raul Alfonsín, le radical qui dirigea l'Argentine de 1983 à 1989. L'UCR a mis dix ans à se remettre de son départ précipité de la présidence, six mois avant la fin de son mandat, en plein chaos économique. A chaque occasion, M. Menem rappelait qu'il avait hérité d'un pays « en ruine », avec une inflation dépassant 4 000 %. Aujourd'hui, M. de la Rúa veut, lui, se garder des injustices sociales du libéralisme et prône un « nouveau chemin » pour l'Argentine, inspiré de la « troisième voie » de Tony Blair.

Ch. Le.

Le « Ça suffit ! » colombien à quarante ans de violence

Manifestations de masse sous ce slogan le jour de la reprise des pourparlers entre le gouvernement et la guérilla

BOGOTA

correspondance

Dimanche 24 octobre, des centaines de milliers de personnes ont manifesté dans toute la Colombie pour protester contre la violence, tandis que dans le hameau d'Uribe, au sud du pays, les négociations entre le gouvernement et la principale guérilla du pays, les FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie), suspendues depuis plusieurs mois, étaient officiellement relancées. Sous le slogan « Ça suffit ! », plusieurs organisations et associations avaient appelé les Colombiens à se mobiliser contre les conséquences du conflit interne pour la population civile. « Sept enlèvements, sept assassinats politiques, trois morts au combat, un disparu : tel est, chaque jour, le coût de la violence en Colombie », rappelaient les responsables de ce mouvement, qui souhaitent faire pression sur les acteurs du conflit et engager le pays dans la voie de la réconciliation.

Le chiffre de douze millions de manifestants annoncé dimanche soir par tous les médias locaux, est cependant bien peu crédible. Il n'en demeure pas moins que, dans un pays anesthésié par quarante ans de violence et peu enclin aux manifestations de masse, la mobilisation a été sans précédent. Les grandes manifestations dans les principales agglomérations (Bogota, Medellin, Cali, Barranquilla) ont été relayées par des marches dans la plupart des petites villes et villages du pays. La diaspora colombienne (plus de trois millions de Colombiens vivent aujourd'hui à l'étranger) s'est également mobilisée. « Le cauchemar de l'indifférence a pris fin », expliquait Francisco Santos, directeur de la rédaction du principal quotidien du pays, *El Tiempo*, et responsable de la fondation Pais Libre, à l'origine du mouvement. La manifestation de dimanche avait reçu l'appui du gouvernement, des partis politiques, des grands médias, de la plupart des intellectuels du pays et des artistes - dont l'écrivain Gabriel Garcia Marquez et le peintre Fernando Botero. Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, avait fait parvenir, la veille, un message de soutien.

LE PETIT PEUPLE ABSENT

A Bogota, malgré le mauvais temps, des dizaines de milliers de personnes ont défilé pendant plusieurs heures : des dames élégantes, des familles portant la photo d'un parent kidnappé, des soldats estropiés, des étudiants, des syndicalistes, des gens de théâtre, des enfants de chœur portant sur l'épaule la statue du saint de leur paroisse. « Les grands bourgeois sont tous là, la classe moyenne représentée, le peuple complètement absent », note un universitaire. Au milieu des milliers de drapeaux et

ballons marqués « Ça suffit », les slogans reflétaient une certaine hétérogénéité.

« Je te regarde avec pitié, tu vas bientôt mourir », proclamait une banderole. A côté, une pancarte exigeait la peine de mort pour les responsables d'enlèvements. La publicité s'était mise au goût du jour. Une banque, une compagnie d'assurances, une marque de confiserie proclamaient leur attachement à la paix. A Medellin et à Cali, c'est vêtus de blanc que les manifestants ont défilé par milliers.

Pendant ce temps, dans le sud du pays, une nouvelle étape des négociations entre le gouvernement et la guérilla des FARC était officiellement engagée. L'acte protocolaire, qui réunissait les négociateurs officiels et ceux du mouvement armé, en présence de plusieurs personnalités colombiennes, s'est tenu dans la zone abandonnée par l'armée depuis près d'un an pour permettre la tenue des dialogues de paix. Lancés dans un certain optimisme le 7 janvier, les pourparlers ont connu depuis bien des mésaventures. Ils étaient ainsi paralysés depuis le mois de juillet.

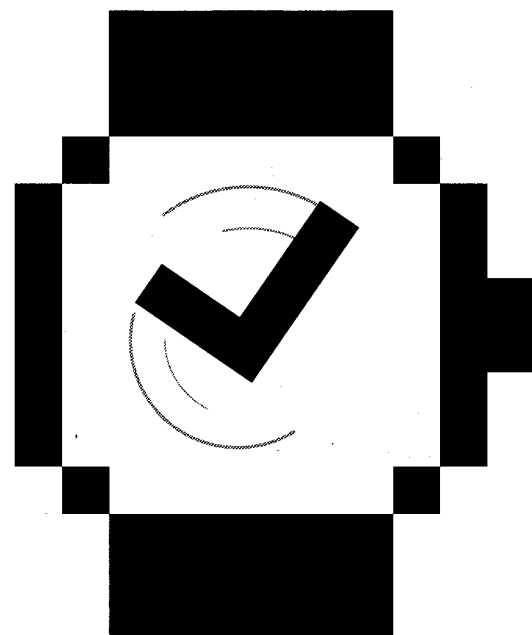
« TOUT EST NÉGOCIABLE »

« Il était illusoire de penser que nous allions en quelques semaines mettre fin à quarante ans de conflit armé », explique Victor G. Ricardo, haut-commissaire pour la paix. « Ces dix mois écoulés n'ont pas été perdus, comme veulent le faire croire les détracteurs de la négociation. Ils ont permis d'établir l'indispensable confiance entre des ennemis de longue date. Pour la première fois, le gouvernement et les FARC se sont mis d'accord sur un ordre du jour. » La nouvelle étape - celle des négociations sur le fond - a été officiellement engagée dimanche. « Mis à part l'intégrité territoriale du pays, la démocratie et le principe de la propriété privée, tout est négociable », résume Victor G. Ricardo.

Les cinq négociateurs du gouvernement et ceux de la guérilla seront aidés d'un comité thématique, chargé de recueillir l'opinion et les propositions de tous les secteurs de la société colombienne.

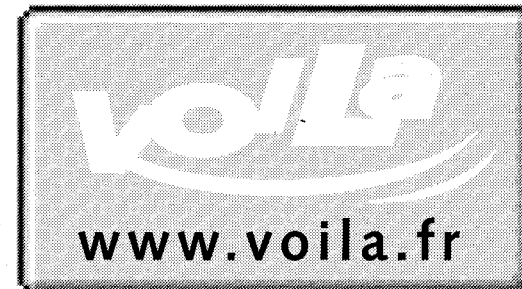
« La phase de négociations qui s'engage permettra de juger de la volonté politique du gouvernement, de la classe dirigeante et des partis politiques pour mener à bien les transformations structurelles de l'Etat et les réformes sociales », a indiqué Raul Reyes, négociateur de la guérilla, au cours de son discours. Victor G. Ricardo, pour sa part, a demandé à la guérilla d'abandonner la lutte des classes au profit de la lutte pour la démocratie. Le succès de la journée de manifestations de dimanche poussera-t-elle les FARC à la conciliation ?

Marie Delcas



Et voilà™, l'actualité en temps réel

voilà, c'est votre porte d'entrée sur internet (moteur de recherche, outils de communication, services). Accessible à tous, voilà est également recommandé par Wanadoo.



Tout ce que vous cherchez est là.

M. Tiberi affirme sa « détermination » à aller au terme de son mandat de maire de Paris

Il se dit prêt à soumettre sa candidature au vote des militants

Alors que le Conseil de Paris se réunissait lundi 25 octobre, Jean Tiberi a tenté d'apaiser sa majorité municipale, ébranlée par le procès d'Evry,

mettant en cause son épouse. Il se dit désormais disposé à soumettre une éventuelle candidature pour un second mandat à l'approbation des mili-

tants gaullistes. Et il affirme, dans l'immédiat, sa « détermination » à mener son mandat actuel jusqu'au dernier jour.

LA PRESSION politique exercée sur Jean Tiberi pendant le procès d'Evry mettant en cause son épouse, n'a pas été sans effet. Désormais, le maire de Paris se refuse à réitérer formellement sa candidature à sa propre succession en 2001, annoncée le 17 juin. Déjà, lors d'une conférence de presse, vendredi 22 octobre, il avait évacué la question en déclarant : « Je me suis exprimé une fois, je n'ai pas à y revenir. » Dans un entretien accordé au *Journal du Dimanche*, le 24 octobre, il a insisté sur sa « détermination » à finir son mandat. Enfin, lundi 25 octobre, en ouvrant la réunion du Conseil de Paris, consacré aux orientations budgétaires, M. Ti-

beri a déclaré : « Je chercherai toujours des solutions acceptables par tous. J'assumerai complètement, totalement, ce rôle, jusqu'au dernier jour de mes mandats », c'est-à-dire de son mandat de maire et de celui de député.

DISCRÉDIT

Les accusations portées contre lui, devant le tribunal d'Evry, par l'ancien président RPR du conseil général de l'Essonne, Xavier Dugoin ont mis en évidence l'isolement du maire de Paris. Plusieurs candidats à la présidence du RPR (François Fillon, Patrick Devedjian, Jean-Paul Delevoye) ont rendu le maire de Paris partiellement responsable du discrédit

qui pèse sur le parti gaulliste. De l'intérieur, la publication, mercredi 20 octobre, à l'initiative de Roger Romani, président du groupe RPR du Conseil de Paris, d'un communiqué de soutien, a indisposé plusieurs députés de la capitale qui, l'après-midi même, se sont réunis dans une salle de l'Assemblée nationale.

Edouard Balladur, Françoise de Panafieu, Nicole Catala et Jean de Gaulle ont constaté avoir été mis devant le fait accompli. Il n'est pas prévu d'initiative spectaculaire avant l'élection du président du RPR d'une part, et le prononcé du jugement d'Evry, prévu le 14 décembre, d'autre part. Lundi matin, les élus balla-

duriens de la capitale ont simplement boycotté la réunion du groupe RPR précédant l'ouverture du Conseil de Paris.

« Ce n'est pas parce qu'il y a quelques individualités qui s'emportent et profèrent des propos injustes et mensongers que je dois faire l'amalgame avec le RPR », a déclaré M. Tiberi, attentif à ne pas apparaître en rupture avec son parti.

Le maire de Paris a fait une concession en déclarant « ne voir aucune objection à une candidature présentée devant les militants ». « Si c'est inscrit dans les statuts du RPR et appliqué à toutes les villes », a-t-il aussitôt précisé.

Cet infléchissement est un message du maire de Paris à son propre camp, alors que la gauche s'apprête à lancer la question de son maintien à la tête de l'Hôtel de Ville. « Cette question doit être appréciée par les responsables de différentes formations politiques à Paris. Celle de la majorité municipale, puis celle de l'opposition animée par M. Delanoë », a estimé Jack Lang, dimanche, au *Grand Jury RTL-Le Monde-LCI*. C'est parce qu'il cherche à éviter absolument que cette question surgisse des rangs d'une majorité municipale ébranlée que M. Tiberi a fait des concessions sur 2001.

Enfin, l'Hôtel de Ville, ainsi que l'avocat de Xavière Tiberi, M^e Thierry Herzog, sollicités par *Le Monde*, ont, pour l'heure, refusé de commenter les propos de M. Dugoin faisant état d'une rencontre avec M. Tiberi, le 9 septembre (*Le Monde* daté 24-25 octobre).

RPR : un rapprochement Muselier-Delevoye est évoqué à Marseille

Le député des Bouches-du-Rhône entre panache et ralliement

MARSEILLE

de notre correspondant régional Renaud Muselier s'était lancé le premier dans la course à la présidence du RPR, « par panache », selon une expression qu'affectionne le premier adjoint au maire de Marseille. La multiplicité des candidats a servi l'audacieux, qui se réjouit, aujourd'hui, de cette « révolution culturelle de notre appareil politique ». « Bébé Chirac », comme l'appelle parfois Dominique Bluzet, directeur du Théâtre du Gymnase, qui l'a encouragé dans son entreprise, M. Muselier ne fait pourtant pas mystère de son choix de second tour, dans l'hypothèse probable où Jean-Paul Delevoye y figurerait : il le soutiendrait sans état d'âme, « parce qu'avec moi, c'est le plus proche de Chirac ».

UN BON SCORE AU PREMIER TOUR

Pour l'heure, M. Muselier n'envie donc, publiquement, rien d'autre qu'un bon score de premier tour : au moins 10 % sur les trente-cinq mille votants à jour de cotisations qu'il voit participer au scrutin. Son calcul est simple : il croit disposer d'au moins 90 % des trois mille adhérents des Bouches-du-Rhône, et table sur quelques gains dans les fédérations qu'il visite. Il s'emploie d'ailleurs à ne se faire d'ennemis nulle part, en invitant tous ses concurrents à venir défendre leur position chez lui : cela lui permet de rendre crédible son slogan de campagne : « On gagne toujours à écouter. » Michèle Alliot-Marie est venue samedi 23 octobre, Patrick Devedjian est prévu lundi, les autres sont annoncés pour les jours prochains.

Mais ses plus proches compa-

gnons d'armes l'avouent : l'hypothèse d'un ticket commun dès le premier tour avec M. Delevoye reste ouverte, dans le cas où un mauvais score se profilerait. Le « vivier politique » est le même, comme l'explique le candidat marseillais, mais la différence de génération et d'histoire pourrait offrir au plus ancien un score de premier tour incontestable. Renaud Muselier serait alors à même de négocier quelques réformes sur l'autonomie des fédérations et un poste de poids à la direction nationale du mouvement.

C'est ce qui lui fait dire que « l'opération est déjà positive ». Le premier adjoint à la mairie de Marseille détaille : « J'ai gagné en notoriété nationale, en crédibilité. » Et cela renforce son audience locale. M. Bluzet explique : « Il a prouvé au père, Jean-Claude Gaudin, qu'il était capable de vivre tout seul, de prendre des initiatives. » Plus prosaïquement Bruno Gilles, maire de secteur qui compte dans l'organigramme RPR, estime que l'initiative a deux effets immédiats. D'une part, elle renforce le leadership de son ami sur des troupes encore sous le coup d'une série d'élections catastrophiques. D'autre part, elle freine une possible hémorragie vers le RPF de Charles Pasqua, qui peine à construire son parti dans le département. Le retour à l'identité gaulliste réclamée par M. Muselier, qui plaide pour une réintégration de « Charles » dans le giron, plaît aux militants gaullistes. Mais ce qui marche aussi très fort, c'est la revendication d'une autonomie vis-à-vis de « Paris », évidemment coupable de tous les échecs.

Michel Samson

Charles Millon crée un nouveau parti

PRÈS d'un millier de personnes, réunies samedi 23 octobre, à Paris, ont entériné la transformation en parti politique de La Droite, le mouvement qu'avait créé Charles Millon, en 1998, dans la foulée de son élection à la présidence de la région Rhône-Alpes grâce aux voix du Front national. Au terme d'un scrutin quelque peu confus, les délégués de La Droite ont préféré l'appellation de Droite libérale chrétienne (DLC) à celle de Droite personaliste française, qui avait les faveurs de M. Millon. La troisième hypothèse – Parti libéral chrétien – n'a reçu qu'une poignée de suffrages.

ÉCHEC DES NÉGOCIATIONS AVEC LE RPF

Voilà près d'un an, on dénombrait cinq mille participants au « congrès fondateur » de La Droite (*Le Monde* du 10 novembre). M. Millon ne voulait pas alors créer un parti supplémentaire, mais une association visant à favoriser l'émergence d'une formation unique de la droite. Même s'il souhaite toujours la création d'une « grande formation de type CDU-CSU », le député (non-inscrit) de l'Ain a franchi le pas, samedi, et entend « incarner un courant politique » qui ne serait pas représenté au sein de l'opposition.

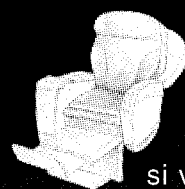
La naissance de ce « courant libéral chrétien », qui se veut « clairement identifié à droite », doit beaucoup à l'échec des négociations entamées avec le Rassemblement pour la France (RPF) de Charles Pasqua et Philippe de Villiers. « Ce n'est pas moi qui ait été frappé chez eux, c'est plutôt eux qui le souhaitent », affirme M. Millon, qui a récemment déploré que le RPF – auquel a adhéré son ancien bras droit, Marc Frayse – soit à la fois « de droite et de gauche ». Un « relevé de décisions » interne, rédigé lors d'un bureau national de La Droite, réuni le 19 septembre à Lyon, indique pourtant qu'après que M. Millon eut « fait le point sur l'avancement du rapprochement avec le RPF », « le bureau national unanime [a pris] acte du caractère constructif des entretiens entre Charles Millon, Charles Pasqua et Philippe de Villiers, et [donné] mandat au président pour aboutir à une issue positive ». Selon M. Millon, ses contacts avec le président de Démocratie libérale, Alain Madelin, « qui souhaite que les adhérents de La Droite aillent s'inscrire individuellement à DL », n'auraient pas davantage abouti.

Jean-Baptiste de Montvalon

Pascale Sauvage



C'est beau seulement si on a bien dormi.



Le nouveau siège United BusinessSM est plus confortable. Ajoutez-y plus d'espace en cabine, un service attentionné, plus de 250 destinations dans le monde entier, un des meilleurs programmes de fidélisation et vous comprenez pourquoi, si voyager fait partie de votre vie, United aussi.

UNITED AIRLINES
R I S I N G



STAR ALLIANCE™
Le monde à son réseau aérien.

Pour plus d'informations, contactez votre agence de voyages, ou United Airlines au 0 801 72 72 72 (N°Azur) ou composez le 3615 United (1,29 F/mn).

www.ualfrance.fr.

HORIZONS

PORTRAIT

Membre éminent de la célèbre famille de banquiers installés en France depuis cinq générations, David de Rothschild a été choisi par son cousin Evelyn pour lui succéder à la tête de l'ancestrale maison londonienne, qui a été au cœur de la plupart des grandes manœuvres financières de l'été en Europe



PHILIPPE GAUËT/FIGARO

David de Rothschild, baron français de la City

démarches a été nécessaire. Si ces rencontres sont exceptionnelles, elles n'en sont pas moins informelles, et David de Rothschild qualifie lui-même notre entretien de « déjeuner à la bonne franquette ». Cependant, en dépit de la volonté de transparence, cet être ne se découvre jamais et ne se laisse pas facilement saisir, à l'instar d'une étoile.

QUAND David débarque, en 1992, au siège de New Court, les armoires proclament « intégrité, industrie, concorde », les murs en marbre, les huissiers hautains et insondables ou les portraits d'ancêtres à tous les étages dressent un rideau trompeur. Bénéficiaire des premières privatisations de l'ère Thatcher, très proche du gouvernement conservateur, cette vénérable enseigne familiale dont le nom est passé dans l'histoire financière somnole. Mais surtout, l'unité de la famille est menacée, son intégrité battue en brèche. La bataille homérique qui a opposé au début des années 80 ses deux cousins londoniens, Evelyn et Jacob, le chef de famille, a laissé de graves séquelles.

Il est des choses qui ne se pardonnent pas : Jacob a été évincé par son propre père, Lord Victor, lors d'un putsch fomenté par Evelyn ! Pour raffermir son pouvoir chancelant, Sir Evelyn se tourne alors vers son cousin David qu'il ne connaît pas très bien. Même si David, à l'époque, n'est pas une page blanche, les cadres anglais de NMR l'attendent au tournant. Paris, c'est quatorze associés, un mode de décision collégial, une

petite société en commandite rassemblant davantage à un cabinet d'avocats qu'à une banque. En comparaison, avec plusieurs milliers d'employés, Londres est un mastodonte offrant une large gamme de services financiers. Le Français allait-il « assurer » face à l'autoritaire Evelyn, dont la personnalité ombreuse a fait de lui l'un des professionnels les plus redoutés de la place de Londres ?

A la surprise générale, le courant passe entre les deux cousins. « Comme dans toutes les familles, il y a des hauts et des bas, mais en cas de coup dur les Rothschild se serrent toujours les coudes », indique un proche. En 1996, Evelyn l'adoube pour lui succéder le jour venu et lui confie la direction du *corporate finance*, le département phare du conseil aux entreprises, qui réalise le gros des profits de la firme anglaise. En interne comme dans la City, on commence à regarder d'un autre oeil « le Frenchie ». « Il est parfaitement bilingue sans être bicultural. David a un vrai goût pour les Anglais, auxquels il est lié par une sorte de connivence. Comme il comprend très bien leur côté fourbe, il n'a aucun problème avec eux », indique avec humour l'un de ses plus proches collaborateurs à Paris, l'un de ceux qui le tutoient.

Comment expliquer pareille réussite ? D'abord, les contacts humains sont le fort de cet aristocrate facile à vivre, au caractère doux et convivial. Il inspire confiance aux clients qui saluent sa capacité d'écoute, son esprit de synthèse, son pragmatisme. Performance d'autant plus remarquable qu'il intervient peu dans l'exécution, sauf en cas de crise, et

qu'il n'est expert dans aucune des spécialités reconnues de NMR, comme les télécoms, l'énergie, les transports, la bancassurance. Ajoutons qu'il n'a pas son pareil pour décrocher des mandats - privatisations, augmentations de capital, fusions-acquisitions - sur un marché très compétitif où tous les coups sont permis et cela sans jamais se faire d'ennemis. Si ce nom magique lui ouvre les portes de bon nombre d'entreprises, y compris dans les pays arabes mal-

remord : « Je connais mes limites, mais je crois ne pas être trop mauvais dans le choix des personnes... Je crois que ceux qui travaillent chez Rothschild se sentent investis de la marque et souhaitent la porter le plus loin possible. »

Tertio, malgré la charge de travail et les déplacements incessants, le représentant de la cinquième génération de Rothschild en France parvient à concilier vie professionnelle et vie privée, bien protégée. L'ancien dandy, jadis lié aux

« Les Rothschild ont su jusqu'à présent exercer l'autosélection, c'est-à-dire qu'ils n'assument des responsabilités que s'ils en sont capables. La marque, par définition, a plus de poids si elle s'incarne dans des membres de la famille »

gré le soutien indéfectible des Rothschild à l'Etat d'Israël, il ne fait pas de doute qu'il a su se faire un prénom.

Une deuxième raison est que cet « héritier » au-dessus de la mêlée n'a rien à prouver... si ce n'est aux autres Rothschild. Cette légitimité inspire la loyauté. David sait déléguer, tâche facilitée par une organisation simple, en rateau, c'est-à-dire sans trop de niveaux hiérarchiques. La méthode très particulière avec les collaborateurs dont il s'entoure est faite de beaucoup de diplomatie, de paternalisme, de séduction. Il est du genre à couper les branches mortes avec

plus jolies femmes dont l'actrice américaine Marisa Berenson, limite les mondanités au strict nécessaire depuis son mariage, à la trentaine passée, avec Olympia, une Italienne belle et bien née. Ce couple bon chic bon genre a un fils et trois filles. Le golf, la chasse, les livres historiques, permettent au gentilhomme campagnard de se ressourcer. Il ne possède pas de collection de tableaux ou de yacht et ne joue pas au polo. Ce Juif peu pratiquant, mais qu'on ne verra pas au bureau le jour du Yom Kippour, a succédé au baron Guy à la présidence du Fonds social juif unifié, organisme gérant les fonds

d'action sociale de la communauté. Ce triste de bon aloi, à la frontière de l'apolitisme, reste conseiller municipal de Pont-l'Évêque dont il fut un maire actif de 1977 à 1995.

Tempérament consensuel, goût très réduit du risque, refus de participer à des OPA hostiles..., ce dirigeant affirme vouloir faire évoluer les choses en douceur, sans heurter la tradition. Le contraste est saisissant avec feu Jimmy Goldsmith ou Lord Jacob, ses deux cousins, corsaires de la finance, qui avaient suscité des sentiments de méfiance, de crainte et même de haine chez beaucoup. Ses critiques aimeraient que la maison grossisse, engage davantage de banquiers, se répande au-delà de sa base de départ européenne, en particulier aux Etats-Unis où elle ne fait guère le poids.

POUR se donner les moyens face à ses grands rivaux américains ou continentaux, NMR a établi plusieurs joint-ventures, à l'exemple de celle conclue avec le néerlandais ABN Amro dans la distribution d'actions. Le jugement des analystes sur cette stratégie du « juste milieu » est mitigé : « Au cours des années, la rentabilité a été raisonnable, mais relativement modeste si l'on compare avec les autres banques d'affaires. La performance reflète une approche conservatrice des risques », estime l'agence de notation financière Fitch-IBCA.

Autre point d'interrogation, sa personnalité profonde se dérobe à tous et personne ne sait vraiment ce qu'il pense. En voilà un qui donnera du fil à retordre aux auteurs de biographies non autorisées. Dans cette profession où l'on n'a que faire des bons sentiments, sa gentillesse sentirait-elle le calcul ? Sous apparence de franchise, il aime brouiller les pistes afin de vous amener à le décrire tel qu'il souhaite qu'on le voie plutôt que tel que vous le voyez.

« Les Rothschild ont su jusqu'à présent exercer l'autosélection, c'est-à-dire qu'ils n'assument des responsabilités que s'ils en sont capables. La marque, par définition, a plus de poids si elle s'incarne dans des membres de la famille, à condition évidemment qu'ils aient la compétence. » Comme le souligne David, les liens familiaux continuent de compter dans cette entreprise planétaire qui est dirigée à la façon d'une PME familiale. Outre David, trois autres Rothschild occupent des postes stratégiques : le demi-frère Edouard, associé-gérant à Paris, à la personnalité rugueuse, spécialiste des grandes opérations françaises ; le cousin Eric, chargé de défendre la « marque » et de gérer Château Lafite, le bordeaux délicat et élégant, et Philippe de Nicolay, autre demi-frère, gestionnaire d'actifs. Ni femmes ni gendres, comme le veut la règle...

La loyauté entre les membres du « clan » est évidente, à voir sa remarque à propos des relations, que l'on dit mauvaises, entre Evelyn, soixante-huit ans, et Jacob : « Leurs rapports sont totalement normalisés. » Sur la relève, il fait la moue, réfléchit, cherche : « La succession d'Evelyn n'est pas ouverte, la mienne non plus, mais le moment venu, les solutions satisfaisantes existeront. » Aux yeux de la City, David fait un régent idéal dans la mesure où il cumule les compétences et la naissance : ce n'est pas lui qui fera de l'ombre à un Evelyn vieillissant ou cherchera à bloquer les deux enfants de ce dernier, trop jeunes pour prendre la relève.

Par ailleurs, le Français entend à tout prix maintenir le ciment familial contre toute velléité d'introduire la maison en Bourse, ce que souhaitent certains cadres tentés par la course au gigantisme. Son verdict sur cette question est sans appel : « A mon avis, on peut très bien continuer comme aujourd'hui en restant privé. L'implication familiale représente la continuité de la marque. Bien sûr, il ne faut pas être complaisant sur la rentabilité sous prétexte qu'on n'est pas coté en Bourse. »

Il est déjà 15 heures, la conversation se prolonge. David de Rothschild lance, sans regarder sa montre : « Continuez, je n'ai rien de spécial à faire. » Il nous raccompagne jusqu'à la sortie du bâtiment. Et si le vrai gentleman anglais, c'était finalement lui ?

Marc Roche

Dieu a changé d'adresses *par Odon Vallet*

TREIZE ans après la rencontre d'Assise, l'assemblée interreligieuse de Rome (25-28 octobre) montre combien l'apparente stabilité des religions millénaires masque leurs évolutions géographiques, démographiques et théologiques.

Avec 1,7 milliard de baptisés, le christianisme demeure la 1^{re} religion mondiale ; le nombre de chrétiens progresse parallèlement à la population de la planète. La bonne implantation du christianisme dans des régions à forte natalité (Afrique, Amérique latine) compense son déclin en Europe. La seule confession chrétienne ayant relativement régressé au XX^e siècle, l'orthodoxie, est d'ailleurs la plus centrée sur le Vieux Continent, ses pays d'origine (Grèce et Russie) n'ayant jamais été de grandes puissances coloniales.

Le redéploiement du christianisme est spectaculaire. En 1939, les 3 premiers pays catholiques du monde étaient la France, l'Italie et l'Allemagne (qui avait annexé l'Autriche). Aujourd'hui, ce sont le Brésil, le Mexique et les Philippines. Le 2^e pays protestant du monde (les Etats-Unis étant le premier) est désormais le Nigeria, à égalité avec l'Allemagne et l'Angleterre. Et la majorité des anglicans sont des Noirs (d'Afrique, d'Amérique ou d'Océanie) : une confession née d'un conflit purement européen (le remariage du roi Henri VIII refusé par le pape Clément VII) est présente sur les 5 continents.

L'islam est aussi en train de se mondialiser. Avec 1,1 milliard de croyants, la 2^e religion du monde reste relativement stable. Contrairement à une opinion répandue, ses effectifs n'augmentent pas plus rapidement que ceux du christianisme. Mais l'islam est de moins en moins arabe et moyen-oriental. Plus de la moitié des musulmans vivent à l'est de l'Indus, en ces régions que l'Occident croit, à tort, exclusivement vouées aux spiritualités extrême-orientales. Les 4 premiers pays musulmans du monde sont l'Indonésie, le Pakistan, le Bangladesh et l'Inde : 4 pays en proie à

de graves tensions sociales et ethniques.

Le sous-continent indien a la particularité de compter 400 millions de musulmans et 800 millions d'hindous. L'hindouisme reste la 3^e religion mondiale et l'une des rares à connaître une grande stabilité géographique, 95 % des hindous vivant sur le sol de l'Inde. Considéré comme religion universelle et missionnaire, le bouddhisme garde la même concentration géographique : 98 % des bouddhistes vivent sur le continent asiatique.

A la mondialisation des échanges correspond le brassage des croyances

Il est vrai que le bouddhisme, 4^e religion mondiale, a, contrairement à une idée reçue, relativement régressé au cours du dernier siècle : il n'y a plus aujourd'hui qu'un bouddhiste pour quatre chrétiens dans le monde, alors que les disciples du Bouddha et ceux de Jésus étaient à peu près à égalité en 1900. Comme l'orthodoxie en Europe de l'Est, le bouddhisme a dû affronter, en Chine et en Indochine, les persécutions du marxisme athée. Il n'est donc pas étonnant que le dalai-lama soit devenu, pour les Occidentaux, le symbole de la résistance spirituelle, même si le bouddhisme tibétain, très minoritaire (moins de 1 % du bouddhisme mondial), est assez éloigné des deux principales écoles (Petit et Grand Véhicule) qui se partagent par moitié les 350 millions de bouddhistes de la planète.

Une autre persécution, le nazisme, a terriblement réduit les effectifs du judaïsme : les 14 millions de juifs (à peu près le même chiffre qu'un siècle plus tôt) ne sont guère plus nombreux que les 10 millions de mormons et les 6 millions de Témoins de Jéhovah ou de Bahais,

adeptes de cultes qu'on appelle tantôt sectes, tantôt religions. Car les « *nouvelles religions* », apparues depuis la révolution industrielle du XIX^e siècle, ne cessent de progresser et groupent environ 150 millions de fidèles. La révolution technologique de ces dernières années accentue encore ce phénomène qui fait de notre époque un « *nouvel âge* » de spiritualités. L'effondrement du rideau de fer européen et du rideau de bambou asiatique donne une nouvelle chance aux doctrines antimatérialistes en leur offrant d'immenses terres de mission.

Au sein du protestantisme, les principales Eglises, luthériennes et calvinistes, sont désormais minoritaires par rapport aux Eglises dissidentes, issues de l'anglicanisme (comme les méthodistes), des réformateurs radicaux (tel le baptisme, né de la tendance anabaptiste visant à ne baptiser que les adultes) ou du baptisme réformé (comme le pentecôtisme).

Créé en 1906, le pentecôtisme compterait selon les estimations (très floues) entre 100 millions et 300 millions de fidèles, c'est-à-dire presque autant que toutes les autres Eglises protestantes réunies. Déjà, les diverses Eglises dissidentes représentent entre 10 et 15 % des chrétiens d'Amérique latine, sous-continent naguère fermé à la Réforme. Souvent fondamentalistes, conservatrices et prosélytes, ces nouvelles Eglises bouleversent la sensibilité protestante, traditionnellement ouverte à l'exégèse critique, au pluralisme doctrinal et à la société laïque et elles posent, y compris en France, le problème de la représentativité des institutions protestantes, liées à des Eglises en relatif déclin numérique.

L'exemple pentecôtiste a suscité, depuis 1968, la naissance, au sein de l'Eglise catholique, du mouvement charismatique qui revendique déjà, à travers le monde, plus de 60 millions de fidèles tout en étant parfois accusé de dérives sectaires. Mais qu'est-ce qu'une secte ? Le critère du nombre n'est certainement plus pertinent : l'une des plus anciennes et importantes religions du monde,

le zoroastrisme (la première à avoir introduit le culte des anges, le jardin du paradis et la résurrection des corps), ne rassemble plus que 200 000 fidèles alors que le caodaïsme vietnamien, né en 1926, compte déjà plus de 3 millions de membres et l'Eglise kimbanguiste (un messianisme africain d'inspiration chrétienne), fondée en 1921, plus de 6 millions. La vitalité démographique joue ici un rôle essentiel, comme dans la plupart des religions en expansion qui refusent les politiques anticonceptionnelles pour ne pas voir leur influence régresser.

Certes, les statistiques ne peuvent rendre compte de l'immatériel. Avec Freud et Einstein, le judaïsme de ce dernier siècle a plus influencé l'histoire du monde que le sikhisme indien, pourtant fort de ses 18 millions de fidèles. De plus, l'appartenance à une religion ne traduit pas toujours la foi, ni même la pratique : pratiquants réguliers à près de 80 %, les 14 millions de catholiques indiens vont en plus grand nombre à la messe que les 45 millions de catholiques français, dont les neuf dixièmes ne fréquentent qu'occasionnellement les Eglises.

Il n'en reste pas moins qu'en cent ans, le paysage religieux de la planète a été bouleversé : à la mondialisation des échanges correspond le brassage des croyances ; à la grande distribution des biens marchands, le supermarché des religions. Les étiquettes y sont parfois trompeuses : 90 % des Papous sont à la fois animistes et baptisés, un quart des Brésiliens catholiques sont adeptes de cultes afro-brésiliens, beaucoup de bouddhistes japonais sont également shintoïstes, et nombre d'athées ou d'agnostiques occidentaux suivent les enseignements de gourous ou de lamas. Sans doute ceux-ci sont-ils les antidotes à un siècle scientiste qui a reçu du précédent le matérialisme dialectique et léguera au suivant le syncrétisme mystique.

Odon Vallet enseigne aux universités Paris-I et Paris-VII.

Passion justicière, haine du droit *par Alain Finkielkraut*

Le droit doit être désormais au service exclusif de la douleur. S'il s'encombre de procédures et de précautions, s'il met l'émotion à distance, s'il s'obstine à maintenir la distinction entre accusé et condamné, alors le droit comparait devant le tribunal de l'opinion et ses juges en colère.

Le dernier épisode de l'affaire Papon offre un exemple flagrant de cette nouvelle situation. Cet homme jouissait jusqu'au 20 octobre de toutes les prérogatives de la liberté, parce qu'il a comparu libre à la cour d'assises de Bordeaux et il a comparu libre parce qu'il avait quatre-vingt-sept ans. L'imprescriptibilité n'arrête pas le temps : les magistrats sont restés sourds aux pressions qui leur intimaient d'oublier cette donnée fondamentale. En tenant compte de l'âge de Maurice Papon et de son état de santé, ils ont voulu tout mettre en œuvre pour que les audiences aillent jusqu'à leur terme. Nulle indulgence dans cette décision mais, comme l'a courageusement martelé Robert Badinter, le souci de léguer un procès irrécusable aux générations à venir.

Or, pendant les deux jours qu'a duré la cavale de Maurice Papon, on a assisté à un véritable déchaînement. Quelques parties civiles et nombre de journalistes ont demandé des comptes. Ils ont dit qu'il aurait fallu placer Papon sous contrôle judiciaire, alors même qu'aucune coercition ne pouvait être légalement exercée à son encontre jusqu'à l'examen de son pourvoi en cassation. Sommé il y a peu encore de ne pas infléchir le cours de la justice, le gouvernement était maintenant accusé de n'être pas intervenu.

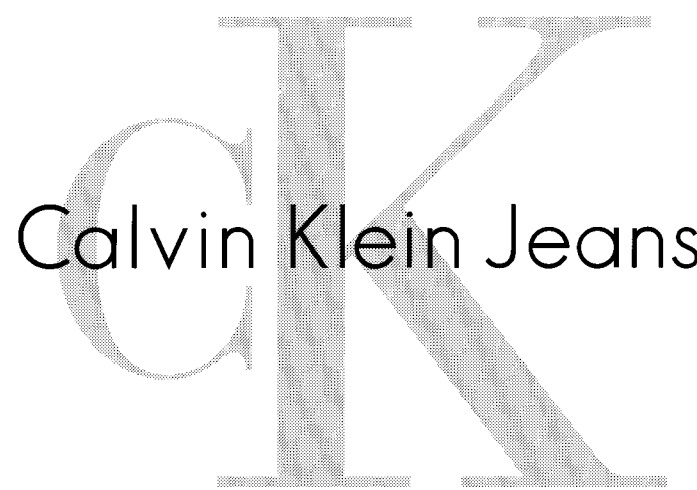
Serge et Arno Klarsfeld sont allés plus loin. Ils ont fait grief aux magistrats de Bordeaux d'avoir organisé l'impunité du criminel, rien de moins ; ils ont traîné dans la boue le président Castagnède pour avoir acquitté Papon en le faisant comparaître libre (ce qui est absurde puisque la cour l'a condamné en

temps voulu) et ils ont fait crédit au « *peuple français* » de l'avoir jugé coupable avant même la première audience (mais pourquoi alors voulaient-ils un procès ?). De l'Occupation à nos jours, l'Histoire vue par les Klarsfeld se ramène au contraste édifiant entre l'indéfectible générosité populaire et l'infatigable ignominie des fonctionnaires. Vive le peuple ! Mort aux institutions ! Tel est leur credo, telle est la leçon insensée qu'ils tirent du XX^e siècle.

L'institution judiciaire, cependant, a infligé à Papon dix ans de réclusion pour complicité de crimes contre l'humanité. Il a pu mettre à profit les avantages que lui octroyait la loi pour fuir, sans vergogne, la France. Mais ce qu'il ne pouvait pas fuir, c'était l'échéance ultime et c'était son indignité. Celle-ci est acquise pour toujours. Et si, à force de détours ou de recours, l'ancien secrétaire général de la préfecture de Gironde avait réussi à ne pas aller en prison, ce n'était pas lui, nous le savons tous, qui aurait gagné : c'est la mort.

On peut se réjouir aujourd'hui d'avoir battu sur le fil la mort de Maurice Papon : chacun ses priorités. Mais ceux qui s'indignent depuis le premier jour des scrupules ou des largesses de l'Etat de droit ont un comportement détestable. Je suis fils et petit-fils de déporté. Je leur dénie donc solennellement le droit d'annexer toutes les victimes à leur combat. Je ne suis pas, il est vrai, une association. Mais, si l'on me dit que je ne représente que moi-même, alors les autres « *fils et filles* » ne sont pas logés à meilleure enseigne : ils ne peuvent parler qu'en leur nom. Et je n'ai pas besoin de mandat pour refuser d'admettre que la mémoire du plus grand crime ait pour mission ou pour résultat de creuser encore un peu plus le fossé déjà si profond entre la passion justicière et le respect du droit.

Alain Finkielkraut est philosophe.



Calvin Klein Jeans

Depuis plusieurs années, afin de protéger l'image de la marque Calvin Klein ainsi que la qualité de ses produits, la société Calvin Klein lutte contre la fabrication, et la distribution de produits «CALVIN KLEIN» contrefaits. Importer et commercialiser de tels produits ainsi que des produits dont la vente dans les pays de l'Espace Economique Européen n'a pas été autorisée par Calvin Klein porte atteinte aux droits de marque de Calvin Klein et sont des contrefaçons.

Le société Calvin Klein a introduit plusieurs actions judiciaires en France et dans d'autre pays de l'Union Européenne afin d'obtenir des mesures d'interdiction et saisir les produits contrefaits.

La société Calvin Klein poursuit sa campagne de lutte contre les importations et la commercialisation de produits «CALVIN KLEIN» contrefaits. La société Calvin Klein n'hésitera pas à prendre toutes mesures nécessaires à la préservation de ses droits.

Afin de connaître le distributeur de la ligne cK Calvin Klein Jeans le plus proche de chez vous, vous pouvez contacter:

Gérard Féraud Diffusion, 21, rue Henri Rochefort, 75017 Paris
Tél: 01.47.64.60.00

Le groupe d'aéronautique brésilien Embraer choisit la France comme partenaire de référence

Quatre industriels prennent 20 % de son capital

C'est lundi 25 octobre, dans la matinée, qu'a été scellée l'alliance entre Embraer, numéro un mondial des jets régionaux, et les quatre principaux

intervenants de l'aéronautique française. Moyennant un investissement supérieur à 1 milliard de francs, Aerospaciale Matra, Dassault

Aviation, Snecma et Thomson-CSF vont acquérir 20 % de son capital. Ils seront ses partenaires privilégiés sur le plan industriel.

FACE À la candidature du britannique British Aerospace, c'est le « ticket » français qui a finalement été choisi comme « partenaire stratégique » d'Embraer : Aerospaciale Matra, Dassault Aviation, Snecma et Thomson-CSF prendront, ensemble, 20 % du capital du constructeur aéronautique brésilien. Cette position ne leur donne pas le contrôle de la société, clairement verrouillé par des intérêts brésiliens, mais les place comme partenaires privilégiés d'Embraer pour ses nouveaux développements. Après la constitution du groupe européen EADS, fruit du mariage d'Aerospaciale et de DASA, cette nouvelle alliance continue d'élargir les perspectives internationales de l'industrie française.

Les quatre industriels se partageront à égalité cette participation de 20 % dans le premier constructeur mondial de jets régionaux. Disposant de seulement deux postes au conseil d'administration, ils mettront en place un système tournant qui permettra à deux titulaires et à deux suppléants de siéger alternativement.

Maurício Botelho, PDG de la firme brésilienne, était à Paris lundi 25 octobre pour signer cet accord dont les derniers détails

avaient été négociés dans la nuit. L'entrée du quatuor français au capital d'Embraer s'effectuera au terme d'une double opération, indique le communiqué publié lundi matin, avant la conférence de presse que devaient donner le président brésilien et les dirigeants de

taire, avec son avion d'entraînement Tucano, ou encore dans l'électronique professionnelle. Avec 6 700 salariés, il a affiché, en 1998, un chiffre d'affaires de 1,3 milliard de dollars - en hausse de 75 % par rapport à l'année précédente - et un résultat net de

York, envisagée dans un avenir proche. Pour Embraer, qui affirmait depuis trois ans être en quête de partenaires industriels, l'arrivée d'Aerospaciale Matra, de Dassault Aviation, de Snecma et de Thomson-CSF à son tour de table constitue un ballon d'oxygène. Il ne dispose par de fonds propres suffisants pour financer les nombreux projets qu'il souhaite lancer. Les quatre industriels français feront figures de partenaires tout désignés, même si, chez Dassault, on prenait soin de souligner, lundi, que l'accord n'était lié « à aucun produit ou marché particulier ».

Le groupe brésilien et ses nouveaux actionnaires ont potentiellement de nombreux intérêts communs. Peu présent dans l'aviation militaire, Embraer pourrait lancer de nouveaux modèles en partenariat avec le constructeur du Rafale. Dans l'aviation civile, sa gamme de jets régionaux est très complémentaire de celle d'ATR, le consortium franco-italien qui construit des avions régionaux à hélices, mais aussi d'Airbus, dont la gamme démarre désormais légèrement au-dessus des appareils à 100 places : l'argument décisif des négociateurs français pourrait être la promesse, même vague, d'un ticket d'entrée à terme dans Airbus pour l'industrie brésilienne.

Snecma, qui ne vend pas encore de moteurs d'avions à Embraer, tout comme Thomson-CSF - qui, au contraire, travaille depuis 1998 avec le brésilien et le suédois Ericsson sur un programme de surveillance aéroportée de la Grèce - ont également quelques idées de projets communs.

Anne-Marie Rocco

Airbus et Boeing se disputent âprement la clientèle d'El Al

Le choix de la compagnie israélienne est imminent

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Près de deux ans après avoir annoncé qu'il ne tenterait plus de vendre d'avions à la compagnie El Al pour cause de « concurrence biaisée », le consortium Airbus Industrie se bat bec et ongles pour emporter l'appel d'offres de quatre long-courriers lancé par la compagnie nationale israélienne. Fortement inspirée par un gouvernement estimant qu'il en allait des relations israélo-américaines, El Al, en décembre 1997, avait préféré Boeing à Airbus pour le remplacement de cinq appareils moyen-courriers. Aujourd'hui, Airbus fait à nouveau face à Boeing et le gouvernement israélien fait mine de ne pas s'en mêler.

Techniquement, le dossier est simple : pour remplacer ses vieux Boeing 747, El Al veut acheter quatre appareils neufs. Boeing propose son 767 et son 777 ; Airbus aligne son A-330 et son A-340. Le marché est évalué à quelque 450 millions de dollars, mais six autres options pourraient porter la facture totale à plus de 1 milliard de dollars.

Boeing, comme Airbus, n'a ménagé aucun effort. Si El Al achète ses produits, fait miroiter Airbus, l'industrie aéronautique israélienne pourrait être associée à la construction du futur gros-porteur A-3XXX. Airbus propose aussi d'équiper ses A-340 d'un petit oratoire afin que les juifs pieux puissent prier tranquillement.

Pour Boeing, qui n'est pas au mieux de sa forme financière et qui, récemment, s'est fait souffler par Lockheed Martin un marché de chasseurs destinés à l'armée de l'air israélienne, il en va de son statut :

empêcher Airbus de prendre pied sur un terrain qui était jusqu'alors sa chasse étroitement gardée.

Depuis des semaines, les visites des deux responsables des deux compagnies se succèdent, relayées par les démarches des gouvernements de leurs pays. Fin août, le patron d'Airbus, Noël Forgeard, a rencontré le ministre des transports, Itzhak Mordehai, et le premier ministre, Ehoud Barak. Ce dernier avait discuté du dossier avec Jacques Chirac et Lionel Jospin lors de son séjour à Paris, en septembre.

Le patron de Boeing n'est pas en reste, qui, à son tour, a rencontré le ministre des transports. En visite en Israël, le secrétaire au trésor, Lawrence Summers, et son collègue du commerce, William Daley, sont également intervenus ; le président Clinton, dit-on, aurait aussi décroché son téléphone pour en toucher deux mots à Ehoud Barak.

FONDS GELÉS

Jusqu'à récemment, les responsables d'Airbus espéraient avoir encore toutes leurs chances. Mais la récente décision du Sénat américain de refuser au président Clinton le vote de l'aide américaine à l'étranger a redistribué les cartes. Parmi les fonds gelés figurent le 1,2 milliard de dollars d'aide consenti lors des discussions de Wye Plantation, en octobre 1998, et dont Israël a besoin pour financer le redéploiement de ses troupes dans les territoires occupés. Et ne pas choisir Boeing, susurrant aujourd'hui les officiels américains, risquerait d'être mal interprété par des sénateurs chatouilleux.

Georges Marion

La justice menace l'autonomie de gestion de l'Agirc

QUEL EST exactement le statut des organismes paritaires ? Au niveau européen, la Cour de justice des communautés européennes a reconnu la spécificité des régimes

de retraite complémentaire par rapport au droit de la concurrence, même si elle estime que les fonds de pension

créés par une convention collective constituent bel et bien des entreprises (Le Monde du 12 octobre). En France, le débat sur le paritarisme bat son plein, notamment depuis le plan Juppé sur la Sécurité sociale et la présentation des comptes de ladite Sécurité sociale chaque année devant le Parlement. Un arrêt très attendu que la Cour de cassation doit publier le 23 novembre va apporter un élément important à ce dossier. L'affaire concerne le régime de retraite complémentaire des cadres : l'Agirc.

En 1994, pour équilibrer des comptes qui allaient présenter un déficit de 3,5 milliards de francs, le patronat signe avec quatre syndicats (CFDT, CFTC, FO et CGC) un plan de 106 milliards de francs d'économies, étalé de 1994 à 2003. 38 % de ces économies étaient demandées aux entreprises, 31 % aux cotisants, 1 % aux chômeurs et 30 % aux retraités. Ces derniers devaient accepter deux mesures qui sont aujourd'hui au cœur du débat : l'âge d'obtention de la pension de réversion (cinquante ans pour les femmes et soixante-cinq ans pour les hommes) a été unifié à soixante ans. Par ailleurs, les majorations accordées aux cadres retraités ayant trois enfants et plus étaient légèrement réduites. Un cadre qui avait le droit à 1 000 points de retraite plus une bonification de 10 % s'il avait trois enfants n'a plus perçu que 9,6 % de bonification en 1995, 8,5 % en 1996 et 8 % en 1997. Ces bonifications étant exonérées d'impôts, cette mesure a surtout touché les cadres ayant une famille nombreuse et dotés de revenus élevés.

Dès 1994, deux organisations que l'on retrouve rarement côte à côte, la CGT et la très traditionnelle Fédération des familles de France (FFF), ont attaqué ces mesures. En juillet 1997, la cour d'appel de Paris les a déboutées : que non seulement les partenaires sociaux ont bien agi dans le cadre des pouvoirs qui leur ont été conférés légalement, mais a estimé que « le montant minimal des prestations de re-

traite peut varier en fonction du montant total des ressources provenant des cotisations et du total des points représentant l'ensemble des droits de tirage. Les droits à revenus doivent s'apprécier en fonction de cet équilibre, fondement de la répartition ». Dans cet arrêt, la cour d'appel estimait que les partenaires sociaux étaient en droit de « modifier les règles d'organisation du régime (...) dès lors que le nombre de points attribués aux retraités n'a pas été remis en cause et que leur droit de tirage n'a pas été modifié ».

Pourtant, le 12 octobre, l'avocat général à la Cour de cassation, Philippe de Caigny, a tenu le raisonnement inverse : pour lui, les partenaires sociaux ont outrepassé leurs droits. Selon lui, « ceux qui ont de par la loi la mission de faire fonctionner le régime de retraite ne peuvent pas porter atteinte à ces droits acquis des cotisants ». Pour ce magistrat, « dans un système par répartition, on peut dire : " Vos 1 000 points ne valent plus rien", mais on ne peut pas dire : " Vos 1 000 points n'en valent plus que 999", car c'est une modification des règles du jeu. »

AUTONOMIE LIMITÉE

Contrairement aux signataires de l'accord, M. de Caigny estime donc, comme la CGT et la FFF, que la diminution de la bonification revient à diminuer le nombre de points, ce que contestent les signataires et ce que contestait la cour d'appel, pour qui « les partenaires sociaux ont entendu modifier non le nombre de points attribués à chaque participant, mais la valorisation de certains de ces points à compter de la date de l'accord ». Au contraire, l'avocat général estime qu'il est possible de diminuer la valeur du point mais pas d'en réduire le nombre. Ce qui signifie que les gestionnaires de l'Agirc n'ont d'autre possibilité que de diminuer la valeur du point pour l'ensemble des retraités. Si la Cour de cassation suit l'avis de l'avocat général, cela signifie qu'en 1994 les partenaires sociaux n'avaient pas le droit de modifier des règles du jeu qui datent de 1947. Ce qui limite singulièrement leur autonomie de gestion.

Accessoirement, le remboursement de l'Agirc des économies contestées lui coûterait 3,8 milliards de francs. A comparer aux 70 milliards de prestations que le régime verse chaque année. A comparer également à son déficit cumulé : près de 10 milliards depuis 1994.

Frédéric Lemaître

102,9 millions de dollars (contre une perte de près de 30 millions en 1997). En pleine expansion, le groupe brésilien a annoncé, pour le premier semestre 1999, un doublement de ses ventes et de ses profits.

BALLON D'OXYGÈNE

Depuis sa privatisation, en 1994, Embraer est étroitement contrôlé par trois grands actionnaires : Bolzano Simonsen Group, le principal

conglomérat financier brésilien, que dirige M. Botelho, ainsi que deux fonds de pension, Previ - celui de la banque du Brésil - et Sistel - celui du groupe de télécommunications Telebras. Dès sa création, Embraer avait été coté en Bourse, mais le flottant, représentant 3 % à 4 % du capital, reste très étroit. Il pourrait être élargi à l'occasion de sa mise en Bourse à New

NAISSANCE D'UN GRAND GROUPE BANCAIRE EUROPÉEN

DEXIA

Actionnaires de Dexia, vous avez jusqu'au 8 novembre pour apporter vos actions Dexia France à l'Offre Publique d'Echange

Accélérer notre marche vers une capitalisation de 20 milliards d'euros

Devenir le leader mondial des services financiers au secteur public

Construire un groupe bancaire authentiquement européen

Dexia, une valeur à suivre ...

1 action Dexia Belgium avec strips-VVPR pour 1 action Dexia France. Si le nombre d'actions présentées en réponse à l'offre dépasse 90 % du capital, les bases de l'échange seront : 41 actions Dexia Belgium (avec strips-VVPR) pour 40 actions Dexia France.

INFORMATIONS ACTIONNAIRES 0 800 35 50 00

Une note d'information visée par la COB relative à l'offre publique d'échange de Dexia Belgium sur Dexia France ayant reçu le visa de la Commission des Opérations de Bourse n° 99-1217 en date du 1^{er} octobre 1999 est à la disposition du public, sans frais, auprès de votre intermédiaire financier habituel ou de Dexia.

ADRESSE INTERNET www.dexia.com

FINANCES ET MARCHÉS

VALEURS EUROPÉENNES

Le titre Ericsson a grimpé de 15,06 %, à 309,5 couronnes suédoises, vendredi, 22 octobre. Le groupe suédois a vu son profit net au troisième trimestre s'effriter de 16 %, à 2,614 milliards de couronnes. Les charges liées aux réductions d'emplois et la chute de ses recettes dans les téléphones mobiles ont pesé plus lourd que la progression des ventes des équipements de réseau. Mais les analystes financiers s'attendaient à une chute du résultat net plus importante. Aussi le titre a-t-il bondi en Bourse. Son rival Nokia a vu, pour sa part, son cours s'apprécier de 5,99 %, à 95,90 euros. Le groupe finlandais a connu une hausse de ses profits plus forte que prévu.

La valeur BP Amoco a progressé de 3,04 %, vendredi, à 592,5 pence, tandis que Shell Transport and Trading s'appréciait de 3,7 %, à 462 pence. Le ministre du pétrole de l'Arabie saoudite a déclaré qu'il n'y avait « absolument aucune raison » d'accroître la production avant la fin du mois de mars 2000, lorsque l'accord de restriction de la production actuellement en vigueur expirera. L'action Royal Dutch Petroleum a pris vendredi 3,58 %, à 56,49 euros, après que le groupe a annoncé qu'il va vendre à Texaco sa participation dans un projet d'exploitation de gaz naturel au large des Philippines pour 2 milliards de dollars.

25/10 09h55

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Includes sub-sections for AUTOMOBILE and BANQUES.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Includes sub-sections for BANQUES and AUTOMOBILE.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Includes sub-sections for BANQUES and AUTOMOBILE.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Includes sub-sections for BANQUES and AUTOMOBILE.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Includes sub-sections for BANQUES and AUTOMOBILE.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Includes sub-sections for BANQUES and AUTOMOBILE.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Includes sub-sections for BANQUES and AUTOMOBILE.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Includes sub-sections for BANQUES and AUTOMOBILE.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Includes sub-sections for BANQUES and AUTOMOBILE.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Includes sub-sections for BANQUES and AUTOMOBILE.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Includes sub-sections for BANQUES and AUTOMOBILE.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Includes sub-sections for BANQUES and AUTOMOBILE.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Includes sub-sections for BANQUES and AUTOMOBILE.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Includes sub-sections for BANQUES and AUTOMOBILE.

Table with columns: Code, Cours en euros, % Var. veille. Includes sub-sections for BANQUES and AUTOMOBILE.

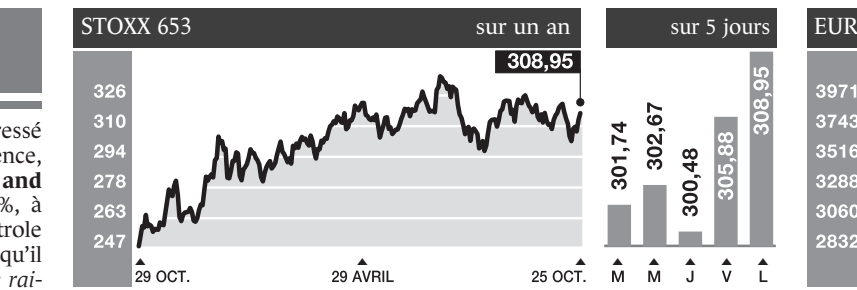


Table of stock prices for various companies including COURTAULDS TEXT, DT.LUTFHANSA N, ELECTROLUX-B, etc.

Table of stock prices for various companies including ASTRAZENECA, ELAN CORP, GLAXO WELLCOME, etc.

Table of stock prices for various companies including AKER RGI-A, CGIP/RM, CHRISTIAN DIOR, etc.

Table of stock prices for various companies including AKER RGI-A, CGIP/RM, CHRISTIAN DIOR, etc.

Table of stock prices for various companies including AKER RGI-A, CGIP/RM, CHRISTIAN DIOR, etc.

Table of stock prices for various companies including AKER RGI-A, CGIP/RM, CHRISTIAN DIOR, etc.

Table of stock prices for various companies including AKER RGI-A, CGIP/RM, CHRISTIAN DIOR, etc.

Table of stock prices for various companies including AKER RGI-A, CGIP/RM, CHRISTIAN DIOR, etc.

Table of stock prices for various companies including AKER RGI-A, CGIP/RM, CHRISTIAN DIOR, etc.

Table of stock prices for various companies including AKER RGI-A, CGIP/RM, CHRISTIAN DIOR, etc.

Table of stock prices for various companies including AKER RGI-A, CGIP/RM, CHRISTIAN DIOR, etc.

Table of stock prices for various companies including AKER RGI-A, CGIP/RM, CHRISTIAN DIOR, etc.

Table of stock prices for various companies including AKER RGI-A, CGIP/RM, CHRISTIAN DIOR, etc.

Table of stock prices for various companies including AKER RGI-A, CGIP/RM, CHRISTIAN DIOR, etc.

Table of stock prices for various companies including AKER RGI-A, CGIP/RM, CHRISTIAN DIOR, etc.

Table of stock prices for various companies including AKER RGI-A, CGIP/RM, CHRISTIAN DIOR, etc.

Table of stock prices for various companies including AKER RGI-A, CGIP/RM, CHRISTIAN DIOR, etc.

Table of stock prices for various companies including AKER RGI-A, CGIP/RM, CHRISTIAN DIOR, etc.

Table of stock prices for various companies including AKER RGI-A, CGIP/RM, CHRISTIAN DIOR, etc.

Table of stock prices for various companies including AKER RGI-A, CGIP/RM, CHRISTIAN DIOR, etc.

Table of stock prices for various companies including AKER RGI-A, CGIP/RM, CHRISTIAN DIOR, etc.

Table of stock prices for various companies including AKER RGI-A, CGIP/RM, CHRISTIAN DIOR, etc.

Table of stock prices for various companies including AKER RGI-A, CGIP/RM, CHRISTIAN DIOR, etc.

Table of stock prices for various companies including AKER RGI-A, CGIP/RM, CHRISTIAN DIOR, etc.

Table of stock prices for various companies including AKER RGI-A, CGIP/RM, CHRISTIAN DIOR, etc.

Table of stock prices for various companies including AKER RGI-A, CGIP/RM, CHRISTIAN DIOR, etc.

Table of stock prices for various companies including AKER RGI-A, CGIP/RM, CHRISTIAN DIOR, etc.

Table of stock prices for various companies including AKER RGI-A, CGIP/RM, CHRISTIAN DIOR, etc.

Table of stock prices for various companies including AKER RGI-A, CGIP/RM, CHRISTIAN DIOR, etc.

Table of stock prices for various companies including AKER RGI-A, CGIP/RM, CHRISTIAN DIOR, etc.

Table of stock prices for various companies including AKER RGI-A, CGIP/RM, CHRISTIAN DIOR, etc.

Table of stock prices for various companies including AKER RGI-A, CGIP/RM, CHRISTIAN DIOR, etc.

Table of stock prices for various companies including AKER RGI-A, CGIP/RM, CHRISTIAN DIOR, etc.

Table of stock prices for various companies including AKER RGI-A, CGIP/RM, CHRISTIAN DIOR, etc.

Table of stock prices for various companies including AKER RGI-A, CGIP/RM, CHRISTIAN DIOR, etc.

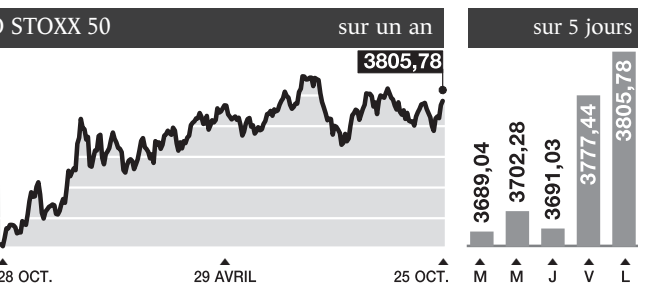


Table of stock prices for various companies including VALMET, DJ E STOXX IND GO P, ASSURANCES, etc.

Table of stock prices for various companies including VALMET, DJ E STOXX IND GO P, ASSURANCES, etc.

Table of stock prices for various companies including VALMET, DJ E STOXX IND GO P, ASSURANCES, etc.

Table of stock prices for various companies including VALMET, DJ E STOXX IND GO P, ASSURANCES, etc.

Table of stock prices for various companies including VALMET, DJ E STOXX IND GO P, ASSURANCES, etc.

Table of stock prices for various companies including VALMET, DJ E STOXX IND GO P, ASSURANCES, etc.

Table of stock prices for various companies including VALMET, DJ E STOXX IND GO P, ASSURANCES, etc.

Table of stock prices for various companies including VALMET, DJ E STOXX IND GO P, ASSURANCES, etc.

Table of stock prices for various companies including VALMET, DJ E STOXX IND GO P, ASSURANCES, etc.

Table of stock prices for various companies including VALMET, DJ E STOXX IND GO P, ASSURANCES, etc.

Table of stock prices for various companies including VALMET, DJ E STOXX IND GO P, ASSURANCES, etc.

Table of stock prices for various companies including VALMET, DJ E STOXX IND GO P, ASSURANCES, etc.

Table of stock prices for various companies including VALMET, DJ E STOXX IND GO P, ASSURANCES, etc.

PHARMACIE

Table of stock prices for various pharmaceutical companies including ASTRAZENECA, ELAN CORP, etc.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for various equipment companies including ABB PARTI, ABBECH, etc.

ÉNERGIE

Table of stock prices for various energy companies including AKER MARITIME, BG, etc.

DERIVÉS SUR INDICES SECTORIELS

Advertisement for DJ STOXX derivatives with text: 'Dérivés sur indices sectoriels : technologie, assurance, pharmacie et média. les nouveaux singles DJ STOXX SM. En avant-première sur : WWW.MONEP.FR' and logo for PARISBOURSE SA.

CONSTRUCTION

Table of stock prices for various construction companies including ACCIONA, ACESA, etc.

SERVICES FINANCIERS

Table of stock prices for various financial services companies including CEPSA, ELF AQUITAINE, etc.

CONSTRUCTION

Table of stock prices for various construction companies including ACCIONA, ACESA, etc.

ALIMENTATION ET BOISSON

Table of stock prices for various food and beverage companies including ALLIED DOMECQ, ASSOCIAT BRIT F, etc.

SERVICES COLLECTIFS

Table of stock prices for various utility companies including AEM, ANGLIAN WATER, etc.

MEDIAS

Table of stock prices for various media companies including B SKY B GROUP, CANAL PLUS/RM, etc.

BIENS DE CONSOMMATION

Table of stock prices for various consumer goods companies including AHOLD, ASDA GROUP PLC, etc.

COMMERCE DISTRIBUTION

Table of stock prices for various retail companies including ARCADIA GRP, BOOTS CO PLC, etc.

HAUTE TECHNOLOGIE

Table of stock prices for various high-tech companies including AEROSPATIALE MA, ALCATEL/RM, etc.

CODES PAYS ZONE EURO

Table listing country codes for the Euro zone: FR, DE, NL, PT, etc.

CODES PAYS HORS ZONE EURO

Table listing country codes for non-Euro zone: CH, LU, FI, etc.

EURO NOUVEAU MARCHÉ

AMSTERDAM

Table of stock prices for various companies in Amsterdam including AIRSPRAY NV, ANTONOV, etc.

BRUXELLES

Table of stock prices for various companies in Brussels including ENVPICO HLD CT, FARDEM BELGIUM B, etc.

FRANCFORT

Table of stock prices for various companies in Frankfurt including I & I AG & CO.GAA, ARKTRON, etc.

CODES PAYS ZONE EURO

Table listing country codes for the Euro zone: FR, DE, NL, PT, etc.

CODES PAYS HORS ZONE EURO

Table listing country codes for non-Euro zone: CH, LU, FI, etc.

VALEURS FRANÇAISES

Le titre Crédit lyonnais ouvrait en hausse de 1,08 %, à 28 euros, lundi 25 octobre. La banque suédoise SEB a annoncé avoir racheté la part du capital que détenait le Crédit lyonnais (50 % plus une action) dans la banque allemande BfG Bank pour 1,6 milliard d'euros (lire page 20).

Les valeurs Aérospatiale (+1,22 %, à 168,20 euros), Thomson-CSF (+2,35 %, à 30,5 euros) et Dassault Aviation (+2,33 %, à 184,5 euros) étaient en hausse dans les premiers échanges, lundi. Les trois groupes ainsi que la Snecma ont annoncé qu'ils allaient prendre une participation de 20 % dans le constructeur aéronautique brésilien Embraer (lire page 21).

L'action Saint-Gobain gagnait 1,2 %, à 168,20 euros, lundi. Le groupe de matériaux a annoncé le succès de son offre publique d'achat amicale sur le spécialiste américain des plastiques de hautes performances Furon.

Les titres Groupe GTM (+4,79 %, à 98,50 euros) et Eiffage (+6,32 %, à 66,45 euros) ouvraient en forte hausse, lundi. Selon Les Echos, les deux industriels pourraient échanger leurs actifs.

La valeur Schneider Electric s'ajugeait 3,26 %, à 69,70 euros, en début de matinée, lundi. Selon le magazine américain Barron's, ABB, le numéro un mondial de l'ingénierie électrique, pourrait racheter le français Schneider.

RÈGLEMENT MENSUEL

LUNDI 25 OCTOBRE Cours relevés à 09h50 Liquidation : 23 novembre

Table of French stock market movements for October 25th, listing various companies and their percentage changes.

Main table of stock market data including company names, current prices, and percentage changes.

Table of international stock market data, including indices and foreign market movements.

Table of international stock market data with columns for 'Précédent en euros', 'Cours en euros', and percentage changes.

Table of abbreviations and symbols used in the market data, explaining terms like 'B = Bordeaux' and 'Li = Lille'.

NOUVEAU MARCHÉ

VENDREDI 22 OCTOBRE Une sélection. Cours relevés à 17h35

Table of new market listings and movements for October 22nd, including company names and price changes.

SECOND MARCHÉ

LUNDI 25 OCTOBRE Une sélection. Cours relevés à 09h50

Table of second market listings and movements for October 25th, including company names and price changes.

Publicité

Advertisement for GFI Informatique, featuring a large 'GFI' logo and text: 'Un spécialiste des solutions Internet. Aujourd'hui, après 17 mois d'un parcours boursier exceptionnel au Second Marché, retrouvez GFI Informatique au Règlement Mensuel.'

SICAV

FCP

Une sélection. Cours de clôture le 22 octobre

Table of SICAV and FCP investment funds, listing fund names and their performance metrics.

Table of various financial instruments and services, including 'CIC', 'CIC BANQUES', and 'CIC PARIS'.

Table of various financial instruments and services, including 'CREDIT AGRICOLE', 'CIC BANQUES', and 'CIC PARIS'.

Accalmie

MARDI. - La situation tend à redevenir anticyclonique, ce qui ramène un temps calme et agréable sur la France. En conséquence des pluies des jours précédents, la grisaille persiste encore sur les régions du Nord-Est.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. - Après dissipation des petites brumes matinales et locales, la journée alterne entre nuages et éclaircies qui seront nombreuses dans l'après-midi. Il fait de 13 à 16 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - La matinée se déroule sous des nuages bas qui finissent par se déchirer. Le soleil se montre ensuite, caché de temps à autres par quelques cumulus qui peuvent donner des petites averses sur les côtes de la Manche. Il fait de 13 à 17 degrés.

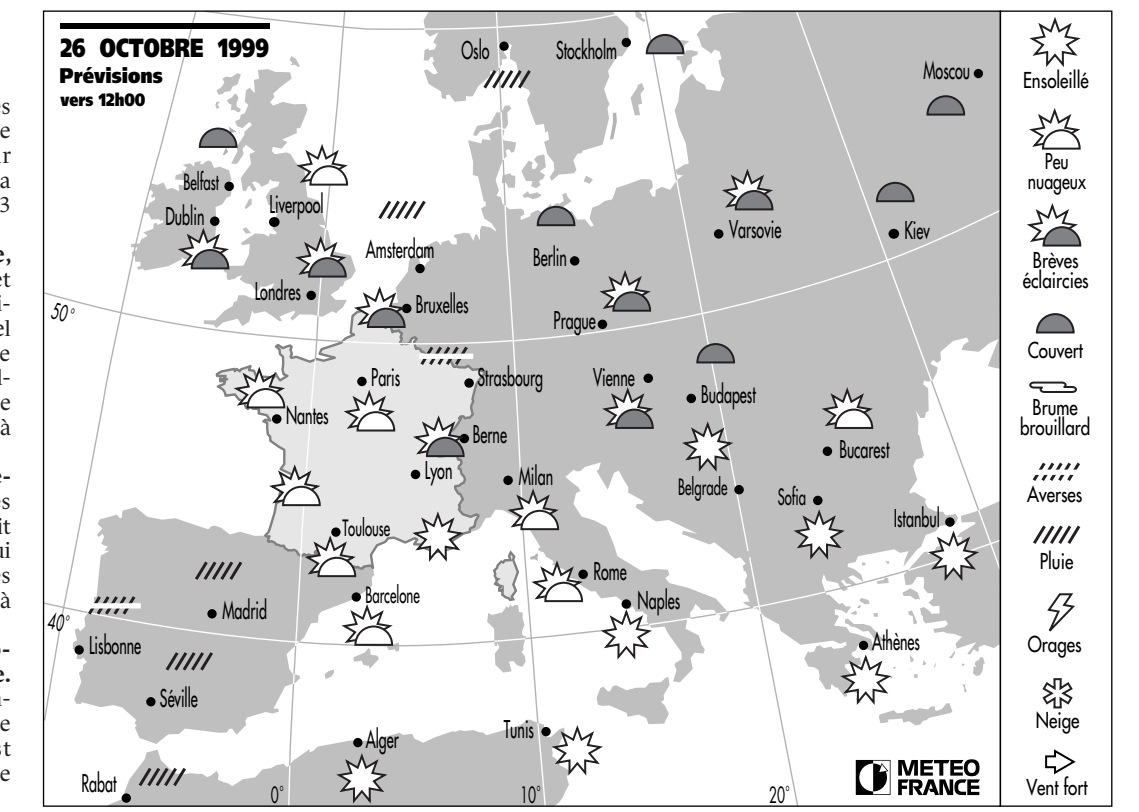
Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. - La grisaille est encore au programme de la journée mais de

devrait plus donner que quelques averses. Dans l'après-midi, une amélioration se dessine par l'ouest. La Champagne sera la première concernée. Il fait de 13 à 15 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Les brumes et brouillards sont le lot de la matinée. Après leur dissipation, le ciel reprend sa couleur bleue, teintée par moments du blanc de quelques cumulus ou voiles de nuages élevés. Il fait de 17 à 21 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Si des brumes ou nuages bas peuvent se former au petit matin, c'est surtout le soleil qui domine ensuite. Quelques nuages inoffensifs passent de temps à autres. Il fait de 14 à 18 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Les vallées peuvent être encombrées de quelques brumes le matin. Sinon, la journée est agréable et ensoleillée. Il fait de 19 à 23 degrés.



LE CARNET DU VOYAGEUR

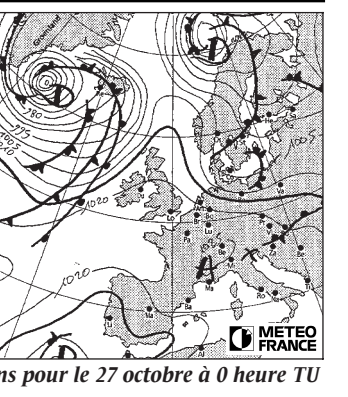
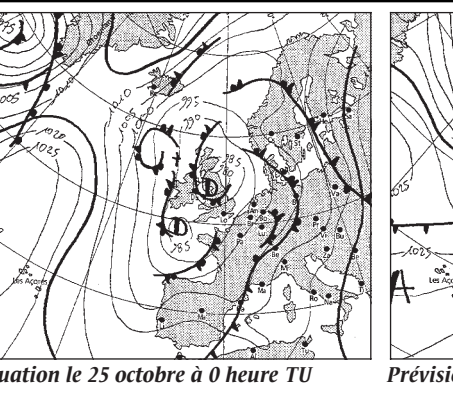
ITALIE. En partenariat avec Donatello, Voyageurs en Europe propose un séjour à Venise pour 1 790 F (273 €), du jeudi au dimanche (3 nuits) ou du dimanche au jeudi (4 nuits), en chambre double et petits déjeuners dans deux hôtels quatre étoiles situés au Lido (à quinze minutes de la place Saint-Marc) avec vol spécial Airbus, transferts en bateau et taxes d'aéroport. Réservations jusqu'au 30 octobre pour des départs du 11 novembre au 23 mars, sauf le 26 et le 30 décembre, le 27 février, les 2 et 5 mars. Renseignements au 01-42-86-17-20 et dans les agences de Lyon, Toulouse et Rennes.

Table with 2 columns: City and Temperature. Lists cities like Lille, Nancy, Ajaccio, Biarritz, Bordeaux, Bourges, Brest, Caen, Cherbourg, Clermont-F., Dijon, Grenoble, Lille, Limoges, Lyon, Marseille with their respective temperatures.

Table with 2 columns: City and Temperature. Lists cities like Papeete, Pointe-A-Pit., St-Denis-Ré., Amsterdam, Athènes, Barcelone, Belfast, Belgrade, Berlin, Berne, Buenos Aires, Bucarest, Budapest, Copenhague, Dublin, Francfort, Genève, Helsinki, Istanbul, Kiev, Lisbonne, Liverpool, Londres, Luxembourg, Madrid, Milan, Moscou, Munich, Oslo, Palmar de M., Prague, Rome, Séville, Sofia, St-Petersb., Stockholm, Ténérife, Varsovie with their respective temperatures.

Table with 2 columns: City and Temperature. Lists cities like Le Caire, Nairobi, Pretoria, Rabat, Tunis, Amériques (Brasilia, Buenos Aires, Caracas, Chicago, Lima, Los Angeles, Mexico, Montreal, New York, San Francisco, Rome, Toronto, Washington), Afrique (Alger, Dakar, Kinshasa) with their respective temperatures.

Table with 2 columns: City and Temperature. Lists cities like Le Caire, Nairobi, Pretoria, Rabat, Tunis, Asie-Océanie (Bangkok, Beyrouth, Bombay, Djakarta, Dubaï, Hanoï, Hongkong, Jérusalem, New Delhi, Pékin, Séoul, Singapour, Sydney, Tokyo) with their respective temperatures.



ASTRONOMIE

Ciel de novembre

CE DEVRAIT être la grande affaire astronomique du mois de novembre. Mais, dans le domaine particulier de la prévision d'étoiles filantes, la prudence est conseillée et le conditionnel de rigueur. Une seule chose est sûre, comme tous les ans aux alentours du 18 novembre, les Léonides reviennent. Engendrée par la comète périodique 55P/Tempel-Tuttle qui, trois fois par siècle, dépose dans les parages de la Terre de grandes quantités de particules, cette pluie d'étoiles filantes semblant jaillir de la constellation du Lion se transforme en tempête spectaculaire quand notre planète rencontre les traînées de poussières cométaires les plus compactes. Ce

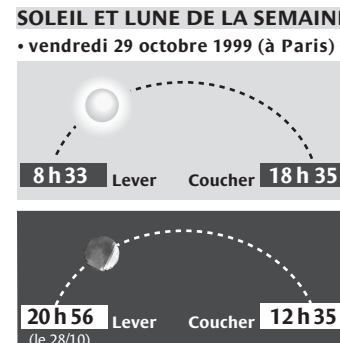
qui, en toute logique, a lieu tous les trente-trois ans. Ainsi, on se souvient des grands millésimes 1799, 1833, 1866 et 1966.

ZÉBRURES ORANGÉES. Aussi attendait-on, dans la nuit du 17 au 18 novembre 1998, un feu d'artifice dans le ciel d'Asie, car cette partie du globe devait, selon les calculs des scientifiques, être aux premières loges lors du passage de la Terre dans le nuage de particules (ce sera au tour du Moyen-Orient, de l'Afrique et de l'Europe cette année). Ce ne fut qu'un pétard mouillé. Quelques discrètes Léonides et rien d'autre. En revanche, quelques heures auparavant, quelle n'avait pas été la surprise des lève-tôt d'Europe occidentale de découvrir de nombreuses et fort brillantes zébrures orangées sur le noir de la nuit (car, en arrivant dans l'atmosphère à la vitesse de 71 kilomètres par seconde, un grain de 2 grammes affiche une énergie cinétique égale à celle d'un 15 tonnes roulant à 100 km/h sur l'autoroute). Erreur de calcul? Pas vraiment. Les Léonides avaient bien eu lieu - mais modestement - là et où on les avait prévues, mais l'inattendue et prématurée tempête européenne s'expliquait

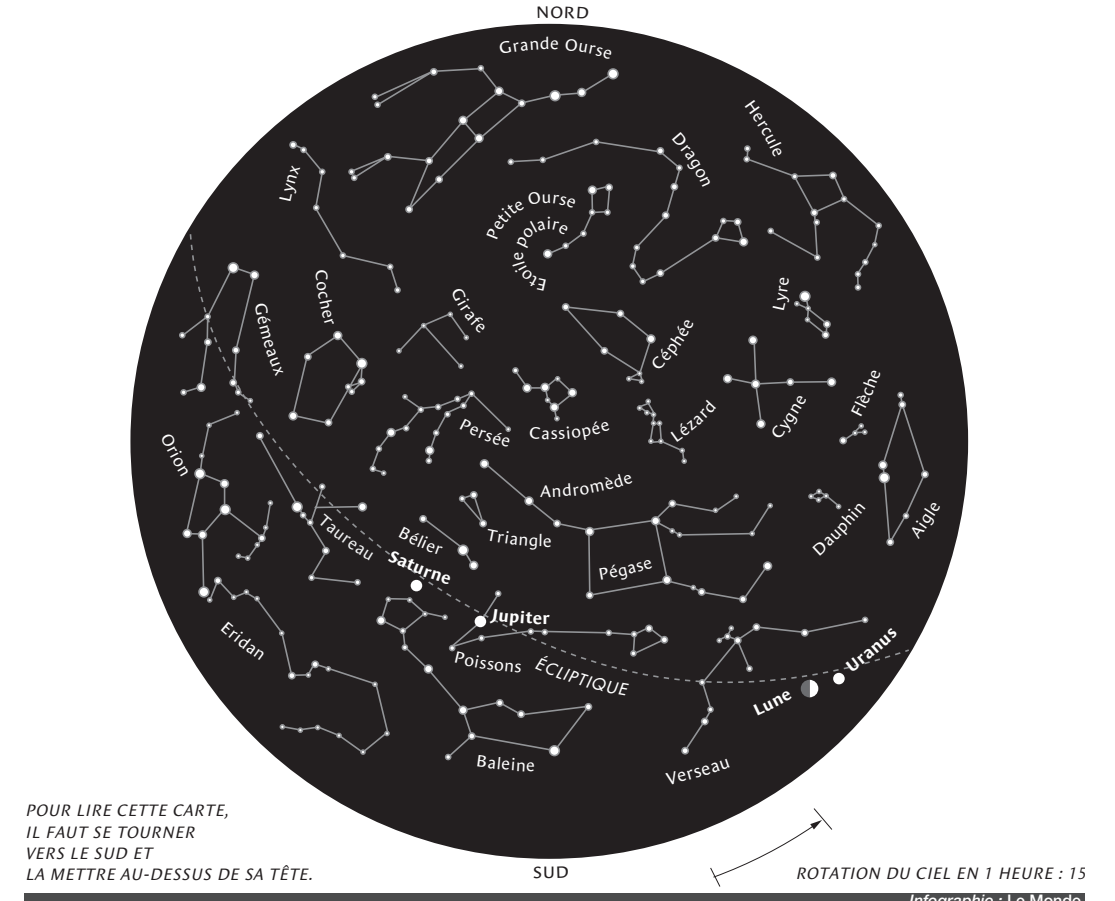
autrement. C'est à David Asher et Marc Bailey, de l'observatoire d'Armagh (Irlande du Nord), ainsi qu'à Vyatcheslav Emelianenko, de l'université d'Oural du Sud à Tcheliabinsk (Russie), que l'on doit d'avoir résolu l'énigme. Ces chercheurs ont calculé le mouvement des nuages de particules éjectés par la comète Tempel-Tuttle lors de ses quarante-deux derniers passages dans le voisinage de la Terre et se sont aperçus que celui de 1333 avait donné naissance à un nuage qui, en raison de l'influence de Jupiter, ne s'était pas dispersé dans l'espace au fil du temps. C'est dans cette nuée compacte que s'est jetée notre planète le 17 novembre 1998. Et il en existe probablement d'autres de ce genre.

Conclusion: 1999 devrait être une grande année mais, pour être sûr d'attraper les Léonides, mieux vaudra prendre un grand filet et les guetter aussi au cours des nuits du 16 au 17 et du 18 au 19 novembre. Il faudra aussi s'armer de patience, de boissons chaudes et d'anoraks, car, à cette époque de l'année, la constellation du Lion n'est bien visible qu'à partir de 2 heures du matin...

Pierre Barthélémy



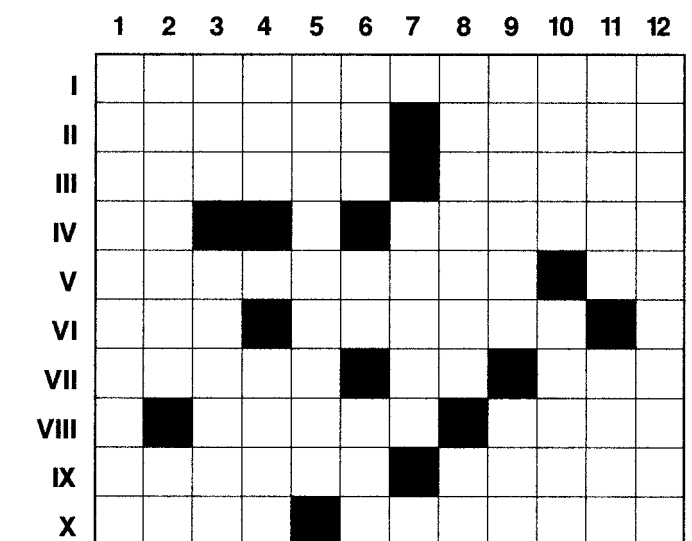
Nuit d'automne



MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 99253

SOS Jeux de mots: 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



HORIZONTALLEMENT

I. En voilà un que l'on ne rencontrera pas au Monde. - II. Gratte sur tout. Information très mal traitée. - III. Toujours plus pour Danton. Œuvre religieuse. - IV. Lettres pour une embauche. Sac d'embranchement. - V. Préparation culinaire. Petit patron. - VI. Trois sur six. Les centres de toutes les discussions. - VII. Couvert harmonieusement. Pose problème. Nouveau avant la première guerre. - VIII. Avoir avec soi. Droit et rigide, ou moelleux et confortable. -

VERTICALEMENT

IX. Propos avant de boire. Mouvement plus économique qu'académique. - X. Pour suspendre. Qui se retrouve en danger.

PROBLÈME N° 99252

8. Plutôt gras, ils apportent de l'énergie. Renforcent la théorie. - 9. Pape, et ministre communiste. Un vrai spécialiste. - 10. Dans l'ensemble. Pour broser délicatement. - 11. Eliminas les gaz. Tenue par le cavalier. - 12. Politesse pour Louis XVIII et les suivants.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 99252

HORIZONTALLEMENT

I. Phallocratie. - II. Radoube. Banc. - III. Orogenèse. Ah. - IV. Pelé. Priva. - V. Amen. Boisson. - VI. Strier. Bug. - VII. Arc. El (le). Apnée. - VIII. Nie. Feuille. Eu. - IX. Dentier. Nu. - X. Entassements.

VERTICALEMENT

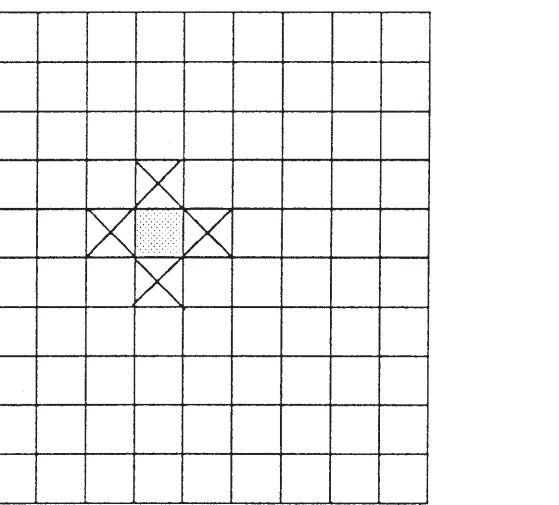
1. Propagande. - 2. Harem. Rien. - 3. Adolescent. - 4. Logent. Ta. - 5. Lue. Refis. - 6. Obnubilées. - 7. CEE. OE. Ure. - 8. Spiral. - 9. Abers. Pène. - 10. Ta. ISBN. Un. - 11. Inavouée. - 12. Echangeurs.

AFFAIRE DE LOGIQUE

PROBLÈME N° 143

Bataille navale

LES SERVICES de renseignement sont formels: les navires ennemis sont concentrés dans un carré de 1 kilomètre de côté. Sur la carte, l'amiral a divisé ce carré en 100 zones de 100 mètres sur 100 (voir dessin). Il va utiliser sa nouvelle arme, les torpilles à fragmentation. Chaque fois qu'une salve est dirigée vers l'une de ces zones (en gris), elle se scinde en quatre, et les quatre zones adjacentes par un côté à la zone visée (croix) sont littéralement pulvérisées. Curieusement, la zone visée est épargnée!



Solution du problème dans Le Monde du 2 novembre.

Solution du problème n° 142 paru dans Le Monde du 19 octobre.

Si la récolte avait eu 9 châtaignes de plus au moment du premier partage en 10, il ne serait rien resté. Le seigneur aurait pris sa part, qui aurait contenu une châtaigne de plus que sa « vraie » part. Au moment du second partage (pour le prévôt), ce qui reste contiendrait 9 châtaignes de plus que ce qu'il aurait dû avoir en réalité, et on se retrouve dans la situation précédente: le nombre de fruits est, au

Solution du problème dans Le Monde du 2 novembre.

Le nombre de châtaignes de la récolte « augmentée » de 9 est donc divisible par 10 = 100 000. Ainsi, le nombre initial de fruits augmenté de 9 est un multiple de 100 000. Comme on a récolté moins de 100 000 châtaignes, la seule possibilité est qu'on en ait eu 99 991. Le seigneur en a reçu 10 000 (9 999 + 1), le prévôt 9 000, le bailli 8 100, le curé 7 290, le bedeau 6 561. Il en reste 59 040 à partager entre 48 familles: chacune en aura le même nombre, exactement 1 230.

CULTURE

LE MONDE / MARDI 26 OCTOBRE 1999

DANSE En dehors de quelques grands noms du hip-hop (Thony Maskot, Storm et Libanus, Olympic Starz, Junior, Ykanji), les troisièmes Rencontres urbaines de La Villette,

qui se déroulent à Paris du 27 octobre au 14 novembre, accueilleront dans leur section découvertes de jeunes, parfois très jeunes, compagnies qui témoignent de la vitalité

de ce mouvement dans ses trois zones historiques, région parisienne, Rhône-Alpes et Nord-Pas-de-Calais. ● PARMILLES, Zone interdite, originaire de Seclin (Nord),

qui réunit des danseurs de huit à quatorze ans. Dans la région, le hip-hop n'a cessé de progresser, avec une centaine de groupes aujourd'hui et des cours qui font aussi

tôt le plein. ● DANSE du défi où les corps ne se touchent pas, le hip-hop tente de se confronter à un nouvel exercice, le duo. Sans pour autant se laisser aller au contact physique.

La jeune garde hip-hop vient danser à La Villette

Organisées du 27 octobre au 14 novembre, les troisièmes Rencontres des cultures urbaines accueillent dans leur section des découvertes des compagnies d'adolescents. Parmi elles, Zone interdite, qui témoigne de l'effervescence de la région Nord - Pas-de-Calais

SECLIN (Nord)

de notre envoyée spéciale

Zone interdite est la plus jeune compagnie invitée aux Rencontres des cultures urbaines de La Villette (du 27 octobre au 14 novembre). Ses quinze danseurs ont entre dix et quatorze ans, sauf une petite de huit ans, Fella, une sorte de Fifi Brindacier version hip-hop : brune, montée sur ressorts, la joie incarnée. Quand elle parle de danse, elle est sérieuse comme un petit rat de l'Opéra : « Je suis dans deux compagnies, Zone interdite, à Seclin, et Culture hip-hop 2, à Roubaix ; j'ai beaucoup d'entraînements et de répétitions, mais j'aime ça. » Plusieurs de ces petits danseurs appartiennent aussi à d'autres groupes, comme Abdelkarim, quatorze ans, habitant à Grande-Synthe, si passionné qu'il a convaincu ses parents de faire chaque semaine une heure et demie de route pour le conduire répéter à Seclin.

La compagnie Zone interdite est programmée, comme Les Flambeuses - trois danseuses de dix à treize ans de la banlieue parisienne -, dans la section des découvertes. C'est désormais une spécialité du Festival de La Villette de montrer les frémissements du hip-hop dans ses racines, au ras des petites et grandes villes de France. L'Île-de-France, la région Rhône-Alpes et celle du Nord, qui étaient les fiefs des premières heures du mouvement, au début des années 80, demeurent les plus enfiévrées par cette danse qui allie la virtuosité acrobatique à la fluidité. Mais partout, dans la rue ou les centres commerciaux, dans des caves ou des clubs, des jeunes dansent, s'échangent des cassettes venues des Etats-Unis dont les artistes servent de modèles ; des groupes se constituent ; à peine ouverts, des cours font le plein.

RIGUEUR ET SOURIRE

Près de Lille, Mohamed Ider, vingt-trois ans, à la fois interprète, chorégraphe et enseignant, rayonnant sur tout un réseau local est l'une des mille étincelles de ce mouvement. Danseur dans les compagnies Illicite Dance et Alpha Division, ce grand athlète enseigne à plusieurs centaines de jeunes et chorégraphe pour une demi-douzaine de compagnies qu'il a formées : Zone interdite et Projection privée, à Seclin ; Culture hip-hop 1, 2 puis 3, à Roubaix ; Les Evadés de Wattignies, dans la banlieue lilloise du même nom... Au tremplin régional de danse urbaine du Nord - Pas-de-Calais, en avril, trois d'entre elles sont arrivées parmi les quatre premières.

Depuis deux ans, les mairies de Roubaix et de Seclin ont fait appel à lui pour enseigner. « Le dimanche matin, à Roubaix, je donne un cours ouvert à tous, quel que soit leur niveau. Je ne cherche pas à sélectionner un petit noyau d'élèves. Ce qui me passionne, c'est d'amener le maximum de gens au monde du hip-hop et à sa culture. » Il exige la régularité, la rigueur et... le sourire : « Le mec qui danse trop bien mais qui n'a aucune expression sur le visage, ça sert à rien. Dans le hip-hop, on n'en est plus à tourner sur la tête pendant une heure. »

Pour ce musulman pratiquant, la danse est d'abord un « message ». « On a des choses à dire et il faut les



La compagnie Opinioni in Movimiento, de Laura Scozzi, présente, à La Villette, « Etant donné la conjoncture actuelle ».

dire. » Dans ses chorégraphies, il critique un père qui frappe sa fille ou il entend montrer que le vol est une impasse. Né en France de parents kabyles, venus d'un village près de Tizi-Ouzou, Mohamed Ider a commencé à danser à onze ans, sous l'influence d'un petit frère déjà passionné de break dance, ces figures acrobatiques au sol. « Tout de suite, je kiffais bien [j'aimais bien]. J'ai bien ciblé », se souvient-il. C'est grâce au soutien de sa mère, qui cache un temps au père le fait que leurs fils aiment la danse, qu'il découvre sa vocation.

En terminale, au beau milieu des épreuves du bac, il s'envole pour les Etats-Unis, où il prend des cours, danse pour les spectacles de chanteuses soul. De retour en France, Mohamed Ider se forme : « Un an de classique, trois ans de jazz. J'ai compris qu'il fallait être le plus rigoureux possible. » Il ira une deuxième fois suivre des stages aux Etats-Unis, une destination mythique pour les hip-hopeurs. Le chorégraphe le plus connu de la région, Farid Berki, programmé au dernier Festival d'Avignon, avait avant lui traversé l'Atlantique. Amateur de comédies musicales américaines, il s'était formé chez le chorégraphe contemporain Alvin Aley.

« Le hip-hop avance très vite dans le Nord », observe Mohamed Ider. Claudine Moïse, sociologue, auteur de *Danseurs du défi* (Indigène éditions, Le Monde du 20 août), estime à une centaine le nombre de groupes de hip-hop dans le Nord - Pas-de-Calais - une cinquantaine ont défilé devant le jury de présélection du dernier Tremplin régional de danse urbaine -, autant qu'en région lyonnaise, un peu moins que les cent cinquante de l'Île-de-France. En tout, elle évalue à cinq cents le nombre des groupes

amateurs structurés sur toute la France. Partout, des cours sont créés, mais la demande est loin d'être satisfaite. « A Béthune, au premier étage d'Auchan, il y a vingt jeunes qui s'entraînent. A côté, des breakers répètent la nuit devant la médiathèque parce que le carrelage glisse bien. Si on leur donnait un local, des profs, ils iraient tout de suite car les jeunes ont envie de danser, et de bien danser », affirme Mohamed Ider.

A Fresnes (Val-de-Marne), des enseignements se multiplient grâce à l'association Avara, animée par un vidéaste tunisien, Fathi Doghri. Les

principaux enseignants sont deux danseurs d'un autre groupe invité dans la section des découvertes de La Villette, Liaison fatale.

Comme pour Mohamed Ider, ils ont découvert au contact d'autres styles de danse un certain souci de leur corps, qu'ils retransmettent dans leur enseignement. « Liaison fatale est programmé dans des théâtres où le groupe côtoie des danseurs contemporains. Avant, les hip-hopeurs arrivaient quelque part et se mettaient à danser directement, explique Fathi Doghri. Puis ils ont vu les autres artistes s'échauffer pendant une heure dans leur loge, avant le

spectacle, et ils ont appris à en faire autant. » Parmi les petits danseurs de Zone interdite, quelques-uns étaient membres de clubs sportifs où ils pratiquaient déjà les étirements et les assouplissements. Mais, explique Mouncef, quatorze ans : « J'aime mieux la danse que la gym, je préfère le spectacle à la compétition, parce que là personne ne perd. » Il apprécie en outre que leur chorégraphe projette d'emmener la compagnie aux Etats-Unis car, pour ce jeune sage, « les voyages, ça permet d'apprendre la vie ».

Catherine Bédarida

Du groupe au duo, du défi au face-à-face

PLUS QUE JAMAIS, la danse hip-hop épatée. Sa capacité à digérer les tics, les trucs, les codes, les modes pour dégager un langage constamment sur la brèche, prêt à devenir « la danse traditionnelle urbaine du XXI^e siècle » (dixit José Martinez, du groupe Choréam) est une leçon d'adaptation. Partie il y a quinze ans d'une pratique solo au milieu de cerclés dans la cité, elle a rapidement tourné sa casquette vers les scènes des théâtres. Contre le verdict de ceux qui la ghettoïsent, les bandes de potes, vite constituées en compagnies grâce au coup de pouce d'institutions comme le Théâtre contemporain de la danse, prouvent qu'elles savent non seulement chauffer un plateau à coups de numéros virtuoses, mais aussi écrire un spectacle avec bande-son, lumières, costumes. Une initiation douloureuse (improviser n'est pas danser et danser n'est pas chorégraphe) mais les hip-hopeurs apprennent vite et démontrent régulièrement que les tours sur la tête ne les ont pas écervelés. « Nous avons la responsabilité d'évoluer », commente Nabil Saoudi, de la compagnie Quintessence. C'est un processus naturel que de chercher, d'explorer les possibilités de la danse à travers ce que nous vivons aujourd'hui. »

Dernier défi en date, s'affronter à une figure on ne peut plus classique : celle du duo, jamais

employée dans le hip-hop. Comment cette danse du défi où les corps ne se touchent jamais peut-elle se risquer au rapprochement avec l'autre, au mélange ? Quel obscur objet du désir peut bien pousser les hip-hopeurs à délaïsser la bande pour le seul-seul et le face-à-face avec l'autre ? « Les hip-hopeurs sont obsédés par la dualité, l'altérité, la différence », souligne Philippe Mourrat, responsable de la programmation des Rencontres de La Villette. L'idée travaillait certains groupes et elle nous a amenés à ce programme de pièces courtes à deux. »

PAS DE CONTACT PHYSIQUE

Nabil Saoudi et la danseuse Kanti Schmidt, qui vivent ensemble, ont désiré s'emparer du thème masculin-féminin, on ne peut plus épineux dans un milieu réputé pour son machisme. « Le duo permet d'innover en m'ouvrant pour la première fois depuis sept ans à un registre plus doux, plus félin, alors que souvent les filles sont obligées de copier la gestuelle des mecs, confie la jeune femme. Il oblige aussi à structurer le contenu pour écrire la chorégraphie avec précision. Ce travail de défrichage va nous servir ensuite pour toute la compagnie. »

Resserré sur la cellule de base « toi et moi », l'écoute, le regard se concentrent sur l'autre

avec une acuité nouvelle. « Le lien ne s'établit plus avec le public mais avec un partenaire qui devient l'interlocuteur privilégié », précise Karine Saporta, chorégraphe contemporaine férue de hip-hop depuis trois ans, dont une pièce met aux prises une interprète contemporaine et un danseur hip-hop. Le dialogue est évidemment très différent lorsqu'il s'opère avec quelqu'un situé à quelques mètres de vous. Un peu effarouchant au départ pour un hip-hopeur. » Christine Coudun, chorégraphe des Black Blanc Beur, compagnie initiatrice en France, dont le premier duo en quinze ans de travail répond aussi à une conjoncture économique difficile, confirme : « La proximité spatiale est très délicate à supporter pour un hip-hopeur. J'ai pourtant réussi à rapprocher Ifra Dia et Lamine Diouf pour aborder des émotions plus fines, plus tendres que d'habitude. Ça n'a pas été sans mal mais, dans la complicité qui a fini par naître, de nombreux stéréotypes tombent. En revanche, impossible encore de les faire se toucher. » Aucun des quatre duos présentés à La Villette n'amorce de contact physique entre les deux partenaires. Que les corps dialoguent, oui, qu'ils se prennent à pleines mains, non.

Rosita Boisseau

GRAND PRIX DU JURY - CANNES 99

HUMAIN, TROP HUMAIN !

(Repérages)

INT - 12 ANS

L'HUMANITÉ - UN FILM DE BRUNO DUMONT

LE 27 OCTOBRE

Folles enchères

par Pierre Georges

C'EST la dernière mode sur Internet, bazar planétaire : la vente aux enchères. Tout vendre, tout acheter. Le vélo de l'oncle Jules comme les croquenots de feu Ceausescu. La litho de Dali garantie authentique ou le réfrigérateur-congélateur promis en ordre de froid. La voiture contrôle technique nickel ou les rollers du petit dernier qui n'ont pas poussé avec ses pieds.

En cherchant bien, en surfant d'abondance, l'internaute dans son voyage sidérant peut même s'offrir la vie aux enchères. La preuve, ce site www.ronsangels.com, qui, aux Etats-Unis, propose au plus offrant, l'achat d'ovules prélevés sur des top models et des mannequins. La vente est organisée ce lundi, à partir des « dons » effectués par huit « superbes » jeunes femmes, « les plus belles et les plus avancées génétiquement » (?) annonce le promoteur du site, Ron Harris, photographe de mode, éleveur de pur-sang arabes et diffuseur de cassettes d'aérobic. La mise à prix se situera entre 15 000 et 150 000 dollars. Et les enchérisseurs, après avoir pu constater, sur photographie des donneuses, qu'il n'y a pas tromperie sur la qualité de la marchandise, peuvent ainsi espérer, au prix de quelques menus frais et de diverses opérations ultérieures, fécondation, implantation, « une version plus belle d'eux-mêmes ». Dixit l'éleveur de chevaux.

Pourquoi alors s'arrêter en si bon chemin ? Car cette histoire n'est pas sans rappeler une autre, jadis, en ces temps héroïques où Internet n'était encore qu'en gestation. En 1979, Robert Graham, un ophtalmologiste américain, rêvant de voir naître des sujets d'élite, avait eu

la riche idée de créer à Escondido (Californie) une banque du sperme de Nobel ou de champions sportifs. Le principe était simple : recueillir la semence présumée génétiquement géniale de grands savants ou d'athlètes surdoués, trouver des femmes « de qualité », inséminer artificiellement et, ainsi, espérer obtenir des chérubins d'élite.

L'affaire avait fait scandale à l'époque. Notamment du fait qu'un savant fou, le professeur William Shockley, Prix Nobel de physique en 1956 pour ses travaux sur les transistors, s'était engagé et avait beaucoup fait et payé de sa personne pour la préservation génétique d'une élite et l'amélioration de la race humaine. Le tout évidemment agrémenté de considérations eugénistes ou « dysgénistes » complètement scabreuses. Le bon professeur proposait même l'instauration d'un système de primes à la stérilisation pour les mauvais sujets dotés d'un QI inférieur à cent. A 1 000 dollars le point de déficit par rapport à ce seuil, cela vous mettait le QI de soixante-dix, par exemple, à 30 000 dollars.

William Shockley est mort depuis, en 1989, d'un imbécile cancer de la prostate, génétique, qui sait ? Mais peut-être son sperme congelé lui a-t-il survécu ! Peut-être, en cherchant bien dans les fonds de stocks de la banque des génies génétiques, réussirait-on la plus extraordinaire des surenchères, des folles enchères ! Le sperme d'un Nobel, l'ovule d'un top model, touillez à la plume d'oie, implantez, laissez mijoter neuf mois, démoulez. Et servez beau et chaud, dans le meilleur des génétiques mondes. Atterrants !

La rigidité américaine menace la conférence de Bonn sur le climat

L'ÉLÉPHANT républicain américain va-t-il démolir le magasin de porcelaine qu'est la Convention sur le changement climatique ? C'est la question posée à Bonn, où s'est ouverte lundi 25 octobre la cinquième session de la Convention sur le changement climatique. Adoptée à Rio de Janeiro en 1992, cette Convention a connu un tournant historique à Kyoto fin 1997, lorsque les pays industrialisés se sont engagés à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre à l'échéance 2010. Mais, comme si elle regrettait ce moment d'audace – qui implique un changement profond dans les structures économiques des pays riches –, la communauté internationale n'a pu avancer dans la mise en œuvre de cet engagement, et la négociation de Buenos Aires, fin 1998, s'est achevée par un échec. On avait alors simplement conclu qu'il faudrait parvenir à un accord sur cette mise en œuvre en 2000.

La conférence de Bonn est une étape avant cette conférence décisive de 2000 ou de 2001, étape destinée à préciser la forme que pourrait prendre le marché des émissions, souhaité par les Etats-Unis. C'est sur ce sujet que se focaliseront les discussions, même si le conseil des ministres européens de l'environnement a rappelé, le 12 octobre, que les politiques internes à chaque pays devraient être « le principal moyen de satisfaire les engagements de Kyoto ».

L'idée inspirant le recours au marché est double : il serait plus économique de réduire les émissions dans les pays en développement ou dans ceux d'Europe de l'Est que dans les pays occidentaux, et la modernisation des équipements industriels et énergétiques y serait plus facile à réaliser que le changement des modes de consommation. Il reste à organiser ce marché des « permis d'émission » : les Européens désirent que le marché fasse appel à des instances indépendantes de régulation (pour enregistrer et certifier les transactions), tandis que les Américains privilégient l'accord à

l'amiable entre partenaires. On souligne, du côté européen que, comme la Russie, du fait de l'effondrement de son industrie, serait le principal fournisseur de permis d'émissions, il importe d'être rigoureux sur la mise en œuvre du marché, afin de parer de possibles détournements financiers.

Deux autres questions domineront les débats de Bonn : d'une part, on cherchera à déterminer comment intégrer la biomasse, qui joue un rôle non négligeable dans la balance atmosphérique, soit par émission (de méthane par les rizières ou de gaz carbonique par l'incendie des forêts), soit par absorption (plantation d'arbres). D'autre part, les délégués discuteront de l'« observance », c'est-à-dire des sanctions à appliquer aux pays qui ne respecteraient pas leurs engagements de réduction des émissions.

RADICALISATION

La discussion de Bonn constituera un bon indicateur du sort prévisible de la Convention sur le climat, qui est menacée d'enlisement. La position des Etats-Unis est en effet déterminante, alors que le Sénat, dominé par les Républicains, reste opposé au protocole de Kyoto, auquel il reproche de ne pas engager des pays tels que la Chine et l'Inde.

Dans l'atmosphère de radicalisation entretenue par l'élection présidentielle de l'an 2000, il est probable que la position du Congrès se durcira encore à l'encontre de la convention climatique. En 1997, les Etats-Unis avaient augmenté leurs émissions de gaz de plus de 10 % par rapport à 1990, tandis que l'Union européenne était parvenue à réduire les siennes de près de 10 % en 1996. Il faut prendre ces chiffres avec prudence et la situation a évolué depuis 1996. Mais les Etats-Unis ne semblent engagés, ni politiquement ni économiquement, dans la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Hervé Kempf

Le gouvernement prépare un ultime compromis pour assurer le financement des 35 heures

La CFDT plaide pour une sortie de crise acceptable par le patronat

DERNIÈRES TENTATIVES, pour « sauver » le paritarisme français... Lundi 25 octobre, le gouvernement devait proposer une nouvelle écriture de l'article 2 du projet de loi sur le financement de la Sécurité sociale (PLFSS) consacré au financement des 35 heures. En fin d'après-midi, de nouveaux amendements devaient ainsi être étudiés par la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale : la contribution envisagée sur la Sécurité sociale (5,6 milliards de francs de provisions, 0,85 milliard d'euro) pourrait être, ultime compromis, reportée. Le gouvernement ayant déjà renoncé à ponctionner ouvertement l'Unedic, le régime d'assurance-chômage, (*Le Monde* du 21 octobre), ce sont donc près de 15 milliards de francs qui feraient défaut, en 2000 ! Le produit de la nouvelle taxation des heures supplémentaires, n'étant pas suffisant, c'est donc à l'Etat qu'il reviendra d'assumer la charge. Le PLFSS, lui, ne devrait plus contenir aucune allusion à la participation, directe ou indirecte, des organismes sociaux.

De leur côté, les cinq confédéra-

tions syndicales devaient se réunir, le même jour, pour tenter une ultime médiation. Dans une déclaration commune – la seconde en quelques jours –, la CFDT, la CGT, FO, la CGC et la CFTC envisageaient de faire pression à la fois sur le gouvernement et sur le Medef, en réclamant une sorte de « halte au feu ».

UN « GESTE SYMBOLIQUE FORT »

Le patronat agit en effet toujours la menace de se retirer de l'Unedic, mais aussi et surtout de la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM). Ce serait alors la fin des relations sociales françaises marquées depuis l'après-guerre par le paritarisme. Pour le régime d'assurance-chômage, le gouvernement considère que le problème est désormais réglé et que le Medef aura du mal à trouver une raison de quitter l'Unedic : s'il le fait, Matignon y verra « une décision purement politique ». Le gouvernement ne veut pas céder au « chantage » du patronat, mais il tente encore de sauver les meubles.

Tout le week-end a été consacré à

d'intenses négociations. Tandis que la ministre de l'emploi et de la solidarité, Martine Aubry, s'entretenait avec les organisations syndicales, le premier ministre recevait Nicole Notat, à sa demande, samedi 23 octobre à midi. La secrétaire générale de la CFDT ne s'est pas contentée de parler du financement des 35 heures. Elle a également plaidé pour un « geste symbolique fort » du gouvernement sur la réduction du temps de travail.

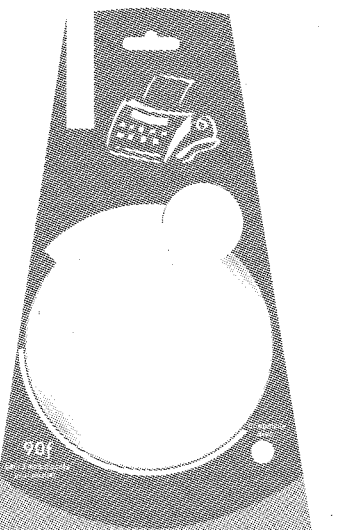
Le Medef a toujours en effet lié ouvertement la question de son maintien dans les organismes paritaires à celle des accords de branches signés dans le cadre de la première loi Aubry. Son président, Ernest-Antoine Seillière estime que ces accords ne sont pas « respectés » et ne cesse de réclamer une période transitoire de cinq ans. La question du devenir de l'accord de la métallurgie, signé fin juillet 1998 par FO, la CFTC et la CGC, en particulier, reste en suspens. Emblématique, cet accord, qui prévoit de rentrer en application seulement au 1^{er} janvier 2000, ne rentre pas dans les clous de la seconde loi sur les 35 heures...

C'est un sujet politique, aurait séchement répliqué le chef du gouvernement à M^{me} Notat.

Le soutien apporté au Medef par l'ensemble des partenaires sociaux sur la non-contribution des organismes sociaux irrite au plus haut point le gouvernement. Dans son esprit, il était logique de leur demander une contribution, les 35 heures étant censés créer des emplois et donc générer de nouvelles cotisations. Dans un entretien à l'hebdomadaire *Le Point*, le 31 janvier 1997, M^{me} Notat ne disait pas autre chose : « Lorsque nous avons institué le fonds paritaire pour l'emploi [de l'Unedic] la CFDT voulait aussi qu'il prenne en charge la réduction du temps de travail. » La numéro un de la centrale cédétiste ajoutait : « Nous nous sommes heurtés à une fin de non-recevoir du patronat. »

Mardi 26 octobre, l'Assemblée nationale commencera l'examen du financement de la Sécurité sociale. Chaque mot, chaque virgule de l'article 2 sera étroitement surveillé.

Isabelle Mandraud



Le Monde

ECONOMIE

LES ENJEUX ▲ LES INITIATIVES

MARDI 26 OCTOBRE 1999

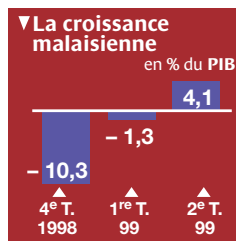
EUROPE



Paul-Louis Halley, PDG de Promodès, est le nouveau président de l'association EuroCommerce qui représente, à Bruxelles, 4,7 millions d'entreprises installées dans 24 pays (page IV)

BOUSSOLE

En Malaisie, aux difficultés économiques succèdent des tensions politiques. Les investisseurs, inquiets pour la stabilité du pays, restent prudents (page V)



HISTOIRE

1845

En novembre de cette année-là, une enquête du *Times* recense pas moins de 1 200 projets de lignes de chemin de fer en Grande-Bretagne ! Une folie qui fait penser à l'actuelle passion des investisseurs pour tout ce qui touche Internet (page VI)

MÉTIER D'AVENIR

Pour Yves Jorand, président du Réseau des médiateurs en entreprise, les acteurs sociaux doivent élaborer ensemble les règles du dialogue (page VIII)



OFFRES D'EMPLOI
De la page IX à la page XIV

La nouvelle « économie de l'attention » nous bombarde de sollicitations payantes ou financées par la publicité

Ces industries qui veulent gagner notre temps

Les écrans capturés par le marché

Les nouveaux médias mettent de moins en moins de temps pour conquérir leur public

Vitesse de pénétration des médias aux Etats-Unis
en nombre d'années pour atteindre 10 millions de foyers

Média	Temps (années)
TÉLÉPHONE	~1
TÉLÉ CÂBLÉE	~2
FAX	~3
TÉLÉPHONE CELLULAIRE	~4
MAGNÉTOSCOPE	~5
PC	~6
INTERNET	~7

Les Européens aussi s'emparent du Web

Les Européens en ligne sur Internet
en millions de personnes en % par rapport à la population totale

Année	Particuliers (%)	Professionnels (%)	Scolaires (%)
1998	4%	0%	0%
1999	6%	0%	0%
2000	9%	0%	0%
2001	13%	0%	0%

Rien d'illogique à ce que l'e-pub croisse de manière exponentielle

Part d'Internet par rapport aux autres médias en France
EVOLUTION EN % DE 1997 A 1998, CALCULÉE À PARTIR DES REVENUS PUBLICITAIRES BRUTS

Média	Part
INTERNET	284
CINÉMA	13
RADIO	15
AFFICHAGE	10
TÉLÉVISION	5
PRESSE	11

Quant au commerce en ligne, les prévisions sont toujours plus explosives

Le commerce mondial sur le Web
en milliards de dollars

Année	Particuliers	Entreprises
1997	~0	~0
1998	~10	~10
1999	~50	~50
2000	~150	~150
2001	~300	~300
2002	~600	~600
2003	~1200	~1200

Sources : Booz, Allen & Hamilton; Forrester Research; PriceWaterhouseCoopers; IDC.

Dans l'histoire des avancées économiques, chaque progrès technique s'est traduit par un gain de temps. La machine à vapeur a donné naissance au chemin de fer et l'électricité au TGV. Plus loin, en moins de temps. Dans l'industrie, l'automatisation a permis de produire plus de marchandises. Plus vite et souvent moins cher. Les suppressions d'emploi qui, souvent, ont accompagné ces mutations sont la preuve que les machines ont avantagé le geste de l'artisan, puis les bras du travailleur non qualifié.

La vie quotidienne a aussi été transformée par la technique. En moins de trente ans, de nouveaux outils ont conquis nos maisons et appartements : machines à laver le linge et la vaisselle, sècheuses électriques, aspirateurs et robots ménagers en tout genre... « *Moulinex libère la femme* », disait la publicité du père Mantelet. Qu'avons nous gagné à sortir de ces « Trente technologiques ? » Du temps ? Assurément. Un nouvel espace de loisirs dont la gestion est laissée à notre guise ? C'est moins sûr.

D'autres industries, toutes aussi puissantes que les premières, spécialisées dans le loisir, la culture ou le commerce, travaillent à accaparer – et à rentabiliser – notre disponibilité toute neuve. Notamment dans la communication, l'un des piliers de cette économie du futur.

Entre la télévision – hertzienne, câblée, satellitaire... –, les jeux vidéo, les multiplex, Internet, les radios, les disques, les livres, les BD, les cassettes vidéo ou sonores, le téléphone portable (sans écran, avec écran, avec e-mail)..., notre temps dit « libre » est aujourd'hui absorbé par d'incessantes et multiples sollicitations payantes – ou financées par la publicité qui se faufile partout.

La télévision se fait interactive pour résister à la montée en puissance d'Internet ; la publicité devient policée pour séduire le consommateur numérique, les labels musicaux mettent en place des nouvelles stratégies marketing pour promouvoir des artistes au sein de la grande cacophonie de l'information, et l'industrie du logiciel lance de nou-

veaux produits pour améliorer notre capacité à brasser toujours plus d'information.

L'organisation de notre vie privée ne peut sortir indemne de ce maelström. Comme l'explique François Mariet, professeur à Paris-Dauphine et directeur des recherches média de Publicis, « les nouvelles technologies obligent à recomposer notre quotidien ».

Les repas, par exemple, cessent d'être un lieu de célébration familiale et deviennent le centre d'activités multiples. On dîne en surfant sur Internet, et même dans sa voiture : Siemens a sorti un four à micro-ondes spécial automobile. Les adolescents sont aujourd'hui devenus des spécialistes de la pluriactivité : ils jouent aux jeux vidéo ou regardent une série TV en téléphonant à leurs copains. Nul abonné de CanalSatellite ou de Télévision par satellite (TPS) ne peut appuyer sur le bouton de sa télécommande sans se voir ouvrir la porte d'un centre commercial virtuel où il peut commander une chaîne hi-fi ou une voiture, consulter

son compte en banque ou plus simplement avoir l'embarras du choix entre plus de cinquante programmes de télévision différents.

Avec une carte vidéo performante et un accès à haut débit, un fan de football peut taper un rapport urgent sur son micro-ordinateur, répondre vite fait aux courriers électroniques, commander une pizza surgelée par Internet, tout en suivant sur un coin de son écran le match qu'il a attendu impatiemment toute la semaine.

Vivre avec son temps est devenu synonyme de course contre la montre : il faut gérer simultanément des flux d'information multiples. Avec ce que cela suppose de stress, mais aussi de plaisir. Chacun doit apprendre à gérer le chaos informationnel. En sachant qu'il ne pourra retrouver la sérénité qu'en utilisant toujours davantage les instruments mêmes qui attentent à son intégrité : l'image, le son, les données numériques.

Yves Mamou

ISM INTERNATIONAL SCHOOL OF MANAGEMENT
FULLY ACCREDITED *

Pour cadres et dirigeants de 30 à 45 ans, diplômés de l'enseignement supérieur, le seul MBA accrédité USA Europe compatible avec votre vie professionnelle :

ieMBA International Executive Master of Business Administration
■ 520 h de formation intensive en management international :

- 10-18 séminaires mensuels à PARIS
- 1-2 mois à NEW YORK et thèse
- diplôme ieMBA accrédité *

◆

MBA Master of Business Administration in International Management
■ Diplômés de l'enseignement supérieur, 27 à 35 ans, avec expérience professionnelle
■ 10 mois dont 6 mois à NEW YORK : MBA accrédité *

◆

DBA Doctorate of Business Administration
■ Pour cadres ou dirigeants, 35 à 45 ans, titulaires d'un MBA ou équivalent
■ Sur une période de deux ans, compatibles avec votre vie professionnelle :

Séminaires intensifs spécialisés et thèse
DBA accrédité *

International School of Management
148, rue de Grenelle, 75007 Paris
Tél. : 01-45-51-09-09 – Fax : 01-45-51-09-08
Programmes exclusivement gérés par International School of Management USA
Internet : <http://ism-mba.edu> e.mail : info@ism-mba.edu

ISM

Jean-Paul Mialet, psychiatre et psychologue, auteur de « L'Attention »

« La publicité peut provoquer des automatismes au niveau de la pensée »

« Quelle est la modernité de l'attention dans les travaux de la psychologie contemporaine ?

– L'accaparement du sujet par des sollicitations extérieures croissantes a fait de l'attention un sujet d'actualité. Mais la modernité de l'attention ne tient pas seulement à l'époque, elle est aussi la conséquence des progrès de l'expérimentation. On dispose aujourd'hui de moyens d'explorations et d'outils conceptuels qui permettent de mieux comprendre les processus mentaux mis en œuvre.

– Comment définissez-vous l'attention ?

– L'attention permet au sujet de trier, dans son environnement et en lui-même, ce qui est pertinent de ce qui ne l'est pas.

– Comment expliquer que deux sujets aient des méthodes de tri différentes ?

– On touche là à la motivation et à l'histoire du sujet : son héritage biologique, ses émotions et les expériences qui ont jalonné le cours de son existence. En d'autres termes, chacun fait attention à sa manière.

» Mais il existe des grandes lois communes. Par exemple, il est possible de distinguer deux types d'attention : l'attention réflexe et l'attention intentionnelle.

– Que recouvre cette distinction ?

– L'attention réflexe, connue depuis longtemps, est une forme pas-

sive de l'attention – une sorte de veille – mise en alerte par tout changement inopiné de l'environnement. On sait aussi que l'attention réflexe peut-être captée par des signaux extrêmement brefs. Une exposition de quelques millièmes de seconde à une forme géométrique inconnue suffit à modifier le jugement de familiarité et à faire préférer cette forme quand on la présente un instant après, au lieu d'autres formes. La portée de ces stimulations subliminales que l'on connaît depuis plus de trente ans va bien au-delà de ce que l'on imaginait lorsqu'on les a découvertes.

» Non pas la portée pratique, que l'on avait peut-être surestimée en redoutant des risques de manipulation mentale : les effets des signaux subliminaux sont trop éphémères pour modifier durablement la conduite. Mais la portée théorique : l'exploration des conséquences des activations subliminales éclaire sur le fonctionnement de la conscience. Celle-ci se construit à partir d'une analyse des données (de l'environnement externe comme du monde intérieur) très complexe, dont la plupart des étapes se déroulent non consciemment. Ce qui émerge à notre conscience est le produit d'une somme d'influences non conscientes (correspondant à des chaînes associatives « précablées » héréditairement, ou formées par

l'expérience) et de projets qui nous habitent et qui dirigent notre attention intentionnelle. Au total, à chaque instant, nous trions des informations dont nous ne sommes que peu conscients, en utilisant des critères de tri que nous serions bien incapables d'expliquer.

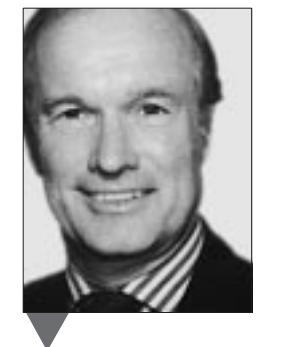
– Des sollicitations extérieures répétées et variées, de type publicitaire par exemple, peuvent-elles facilement créer des habitudes de consommation ?

– La répétition permet d'établir des chaînes d'associations automatiques qui échappent au contrôle de l'attention. Les habitudes constitueraient en fait une « économie » d'attention, obtenue par compilation. Le conducteur débutant est effrayé par la masse des informations auxquelles il doit faire attention simultanément. Mais avec l'exercice, des regroupements en blocs complétés de certaines chaînes d'informations sensorimotrices s'opèrent, ce qui libère l'attention pour l'essentiel – c'est-à-dire le contrôle de l'imprévisible.

» Les sollicitations publicitaires répétées peuvent certainement provoquer des automatismes proches, du moins au niveau de la pensée. Mais au moment de consommer, les habitudes de pensée ne se transforment pas nécessairement en habitude d'achat. L'achat reste une conduite de choix qui ne peut être automatisée. Certaines marques qui ont su être as-

sociées étroitement à un produit au point d'être devenues synonymes de l'objet dictent-elles la conduite ? Non, on n'achètera pas plus volontiers un réfrigérateur de la marque Frigidaire.

» En revanche, il est certain que les habitudes de pensée créées par la publicité influenceront le choix



Jean-Paul Mialet

● Psychiatre, psychologue et praticien, Jean-Paul Mialet, 51 ans, est chargé de cours à Paris-V. ● Interne à la Salpêtrière et à Sainte-Anne, il a été assistant des hôpitaux de Paris entre 1977 et 1981. Il mène également des recherches sur les troubles de la perception et de l'attention. ● Jean-Paul Mialet est l'auteur de *L'Attention* (« Que sais-je ? », Presses universitaires de France, 1999).

d'un consommateur hésitant ; si le produit s'avère à la hauteur de ses attentes, alors des habitudes de consommation – qui n'auront jamais la rigidité d'un automatisme – pourront se mettre en place.

– Certains promoteurs d'Internet affirment que l'interactivité va tuer l'attention passive que la télévision traditionnelle engendre chez le téléspectateur. Qu'en pensez-vous ?

– L'attention portée à la télévision n'est jamais complètement passive, sauf peut-être au moment de la publicité quand les spots tentent de capter l'attention réflexe. On ne renoncera pas demain au plaisir de se faire raconter des histoires. Le téléspectateur n'a pas les moyens d'influer sur ce qu'il voit, mais l'imaginaire est présent, même s'il n'est pas aussi sollicité que par la lecture ou la radio.

– Sait-on pourquoi on remarque la couleur de la cravate du présentateur du journal télévisé en écoutant les nouvelles du monde ?

– Je vais répondre par un paradoxe : on ne portera attention à la cravate du présentateur du journal télévisé que si l'on s'intéresse aux nouvelles du monde. Pour que l'attention soit captée par la cravate, il faut que le présentateur soit l'objet d'une attention.

» Dans la salle où je donne des cours, il y a, sur le mur derrière moi, un extincteur bien visible. Lorsque

je demande aux étudiants de fermer les yeux et de désigner l'emplacement de l'extincteur, qu'ils ont forcément croisé des yeux en me regardant, aucun d'entre eux n'est capable de répondre. En revanche, ils remarquent immédiatement la couleur de la cravate barriolée que je pourrais porter.

– Quel genre de publicité est le plus efficace ?

– La publicité cherche avant tout à solliciter l'attention dont on a le moins la maîtrise, c'est-à-dire l'attention réflexe. Cette attention réflexe, quand elle n'est pas reprise par une attention intentionnelle, s'évanouit immédiatement. Pour maintenir l'attention, on s'adresse donc à des motivations efficaces, comme les motivations instinctuelles. C'est donc dans le domaine sexuel que l'on cherchera à éveiller une attention réflexe. Il y a là un piège difficile à éviter. Ainsi, certaines marques d'esquimaux vont loin dans le suggestif...

» Jusqu'où ira-t-on pour attirer l'attention du chaland « new age », qui surfera d'un écran à l'autre ? Après la frénésie de consommation, doit-on craindre la frénésie des désirs, et la recherche d'une exaspération toujours plus grande de la sensibilité ? Le psychiatre que je suis se prédit encore de beaux jours. »

Propos recueillis par Yves Mamou

L'industrie du disque investit la Toile

Signe des temps : pour annoncer le grand retour de Patrick Bruel, après cinq années d'absence, sa maison de disques, BMG, a convié ses fans à le rejoindre sur Internet. Une pleine page de publicité dans *Libération* leur donnait rendez-vous, le 14 octobre, sur www.ecoutezvous.fr pour un *chat* (de l'anglais *to chat*, bavarder) avec le chanteur. Quelques jours plus tôt, les internautes avaient pu découvrir en avant-première les titres de son nouvel album, diffusés sur la Toile. Pour Thomas Baudreux, web-manager chez BMG, il s'agissait de « redorer l'image de l'artiste, de faire monter le buzz ». Ce qui, en jargon marketing, signifie : faire parler d'un chanteur avant la sortie de son disque.

Si le succès de la précécoute avait pu être plus concluant, celui du *chat* aurait dépassé toutes les espérances. « Il y avait en permanence 500 personnes qui posaient leurs questions. Un opérateur faisait un premier tri, puis Patrick faisait son choix et répondait. D'après France Télécom, jamais un chat n'avait attiré autant de monde. »

Patrick Bruel, David Bowie, Alain Souchon... l'industrie du disque a choisi d'exploiter le Web comme un média à part entière. Anne Bérard, responsable des nouvelles technologies au département marketing de Virgin-France, explique : « Depuis six mois, nous essayons de monter un plan Internet pour chaque artiste, en complément du plan marketing. Une bonne partie des cinq millions d'internautes français a entre quatorze et vingt-cinq ans. Après le sexe et le voyage, des études ont montré que la musique était la troisième raison de consultation d'Internet. »

PROXIMITÉ

Fonction prioritaire : profiter de l'interactivité du Web pour augmenter l'impression de proximité entre l'artiste et son public. Outre les *chats*, les sites d'artiste ou de label proposent souvent d'inviter les internautes en coulisses. Une des artistes vedettes de BMG, l'Américaine Christina Aguilera, sera ainsi suivie à Paris dès sa descente d'avion par une web-camera qui la retrouvera lors de certains entretiens avec la presse ou en répétition avant une émission de télé. Pionnier des nouvelles technologies de communication, David Bowie a, entre autres, mis en ligne une chanson inachevée, demandant aux internautes de la compléter. Virgin, au nom des Spice Girls, a, de la même façon, lancé un concours pour le design de la pochette d'un de leurs singles. Les rappeurs marseillais d'IAM ont proposé à leurs fans de remixer un titre. Dave Stewart, du duo Eurythmics, a joué en

direct sur le Net à partir d'une cabine téléphonique...

Conséquence : les producteurs phonographiques tentent de verrouiller « contractuellement » l'exploitation des sites pouvant être créés au nom des artistes. De même, ils commencent à prendre en compte dans leurs choix la capacité des groupes ou des chanteurs à générer de l'interactivité.

Pour l'écoute des albums en avant-première, les maisons de disques utilisent de plus en plus fréquemment le concept de *webring* (« anneau du Web »). « Nous nous associons à des partenaires qui ont eux-mêmes une forte notoriété sur le Net, explique Thomas Baudreux. Il serait ridicule de ne compter que sur les moteurs de recherche pour accéder à nos artistes. » Après l'écoute d'une chanson des Chemical Brothers sur le site du *Monde*, l'internaute curieux de découvrir la suivante était transporté sur celui de Radio Nova, de la Fnac ou d'Agnès b. En échange, ces partenaires affichent des bandeaux d'accroche sur leur page d'accueil générale.

PARTENARIATS

Collaborateurs privilégiés des producteurs phonographiques : les sites des médias traditionnels, ceux des détaillants du disque, mais aussi de nouveaux services créés par le Net, des supports culturels comme *Nirvanet* ou les gros opérateurs de la Toile comme Yahoo ! ou Wana-doo.

Internet a également un intérêt pratique, notamment en matière de marketing direct. « Nous avons constitué une banque de données d'utilisateurs qui nous permet de cibler les goûts de chacun et d'envoyer par e-mail une synthèse hebdomadaire de nos informations. Ce type de mailing list, comme l'envoi par le Net de kit promo comprenant matériels écrit, musical et vidéo, est très économique », explique Morvan Bourry, responsable des nouvelles technologies chez Labels, un département de Virgin-France consacré aux labels indépendants distribués par la major.

Les labels indépendants, souvent spécialisés dans un style musical, trouvent là une chance d'exploiter un cœur de cible et d'avoir une promotion plus efficace. La Toile ne constitue pas pour autant une panacée. La vente de musique sur le Net par téléchargement et par VPC n'a pas encore prouvé sa viabilité économique. L'investissement technique, humain et promotionnel que nécessitent les sites reste souvent lourd pour les fournis de l'industrie du disque.

Stéphane Davet

TELLUS Conseil

— — — — —

Demandez une documentation gratuite et sans engagement sur TELLUS Conseil

LM 26/10

